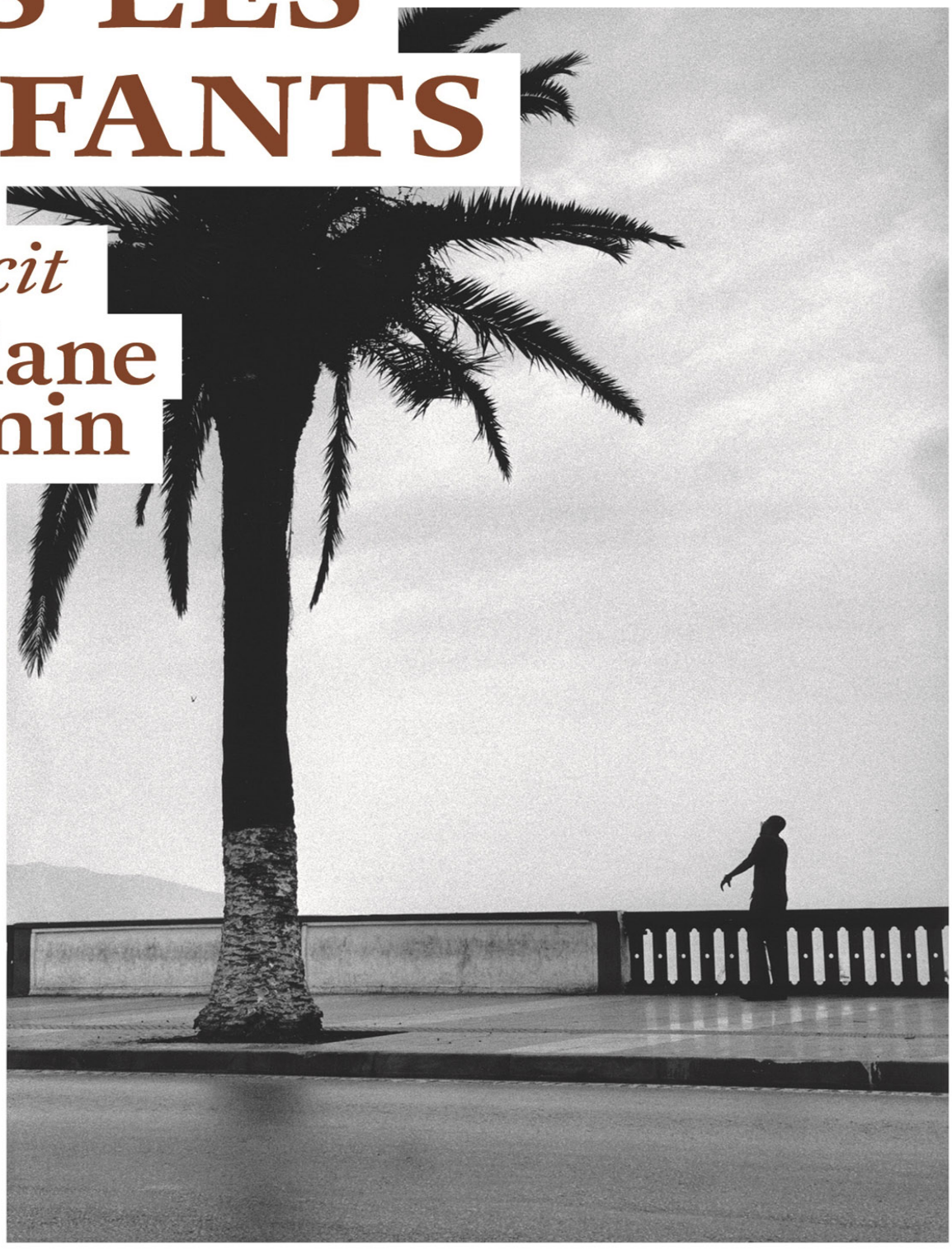
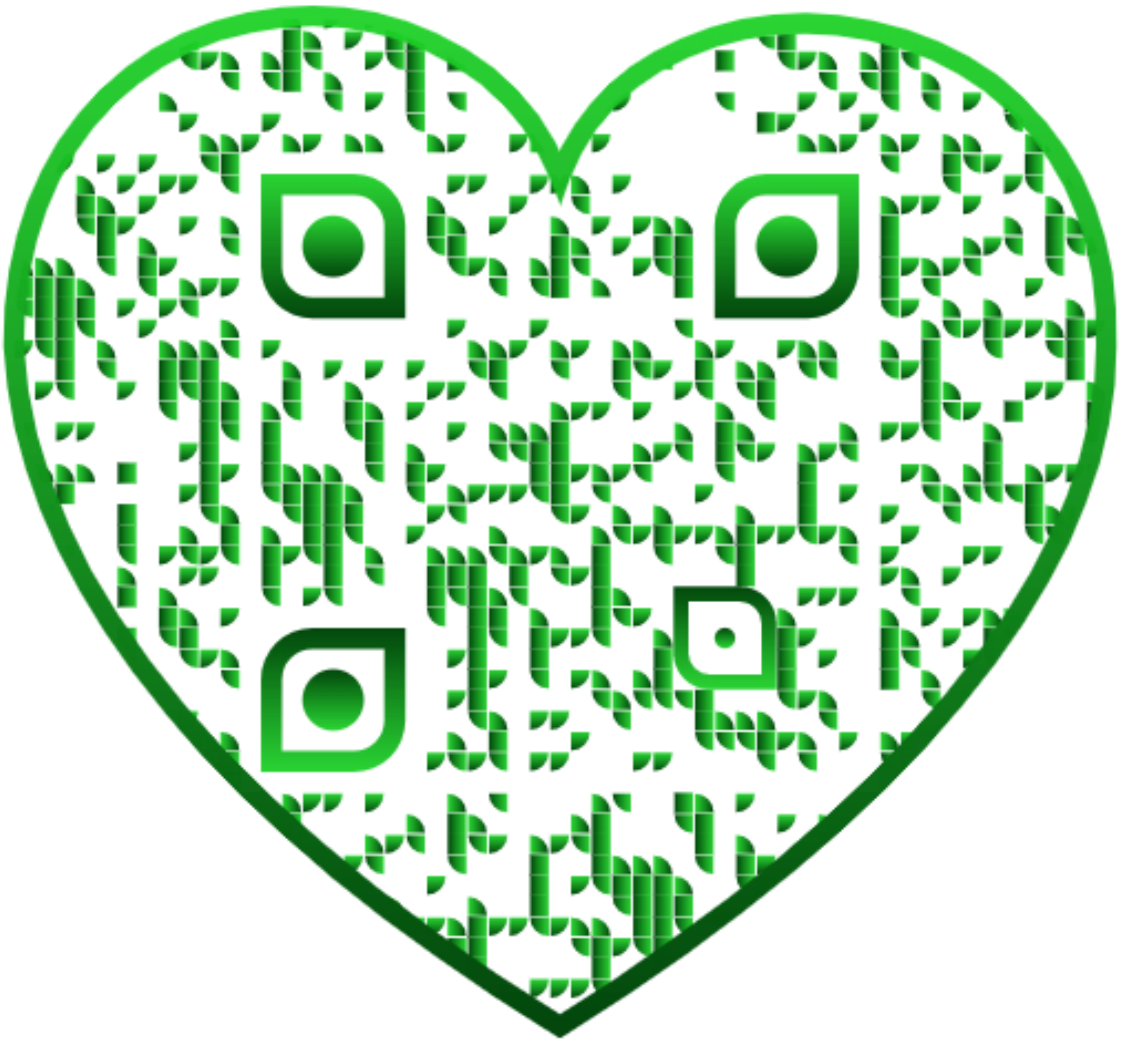
NE RÉVEILLE PAS LES ENFANTS

Un récit
*d'*Ariane Chemin



Éditions du sous-sol



Ne réveille pas les enfants

Ariane Chemin

Éditions
du sous-
sol

De la même autrice

Aux Éditions du Seuil

Jospin & *Cie. Histoire de la gauche plurielle (1993-2002)*, avec Cécile Amar, 2002
Benalla et moi, avec François Krug, dessins de Julien Solé, 2021

Aux Éditions du sous-sol

À la recherche de Milan Kundera, 2021 (Éditions Points, 2023)

Aux Éditions Stock

La Promo, 2004
Une famille au secret, avec Géraldine Catalano, 2005 (Éditions J'ai Lu, 2006)
Fleurs et couronnes, 2009

Aux Éditions Albin Michel

La Femme fatale, avec Raphaëlle Bacqué, 2007 (Éditions J'ai Lu, 2008)
Les Strauss-Kahn, avec Raphaëlle Bacqué, 2012 (Éditions Points, 2013)
La Communauté, avec Raphaëlle Bacqué, 2018 (Le Livre de Poche, 2018)

Aux Éditions Fayard

La Nuit du Fouquet's, avec Judith Perrignon, 2007
Le Mauvais Génie de Nicolas Sarkozy, avec Vanessa Schneider (Éditions Pluriel, 2016)

Aux Éditions des Équateurs

Mariage en douce, 2016 (Éditions Points, 2017)

Aux Éditions Robert Laffont

Toute une époque, 2018

Aux Éditions Gallimard

Raoult, une folie française, avec Marie-France Etchegoin, 2021

© Éditions du Seuil, sous la marque Éditions du sous-sol, 2023

Citation en exergue : Mouloud Feraoun, *Journal : 1955-1962*,
Éditions du Seuil, 1962 (Éditions Points)

Photographie de couverture : Raymond Depardon / Magnum Photo

Conception graphique : Cyriac Allard

ISBN : 978-2-36468-481-2

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

“Plane sur nous une indéfinissable malédiction…
C’est peut-être cela la peur, la peur panique, sans objet précis, sans fondement.”

Mouloud Feraoun,
Journal 1955-1962

Table des matières

Titre

De la même autrice

Copyright

24 mars 2022

15 mars 1962

1 - Quatre tombes blanches

2 - Une tour d'Ivoire

3 - “Nous ne savons rien du saut, mais tout des chutes.”

4 - Le chef d'orchestre

5 - Ce nom de Feraoun

6 - Des coups à la porte

7 - Le massacre de Château-Royal

8 - Grandes écoles

9 - Noces

10 - La fuite de Vernon

11 - Vingt orphelins

12 - L'exil

13 - L'école à domicile

14 - Le virus et la guerre

15 - Tremblement de terre – Ô Lasnamia

16 - L'Élysée

17 - Paul-Brousse

18 - Que faire de ces corps qui tombent

19 - Classement sans suite

15 mars 2023

Remerciements

24 mars 2022

“Cinq personnes issues d’une même famille française sont tombées d’un immeuble, ce jeudi matin à Montreux (Suisse), indique la police. Elles ont chuté depuis leur balcon, au septième étage. Quatre personnes ont perdu la vie, une cinquième est dans un état critique. Les circonstances du drame restent encore indéterminées.

Il apparaît que les cinq personnes sont les membres d’une même famille de ressortissants français : le père de 40 ans, son épouse de 41 ans, la sœur jumelle de celle-ci et la fille du couple, âgée de 8 ans, sont les quatre personnes décédées. Le fils, âgé de 15 ans, est hospitalisé ‘dans un état grave’, a indiqué la police cantonale vaudoise dans un communiqué. L’incident a mobilisé plusieurs patrouilles de gendarmerie, les médecins légistes et les sapeurs-pompiers du secteur. Des fleurs ont été déposées près du lieu.

Selon le canton de Vaud qui a publié un compte rendu détaillé de l’intervention policière, le drame se serait déroulé après que deux gendarmes se sont rendus devant l’appartement ‘pour exécuter un mandat d’amener délivré par la préfecture en lien avec la scolarisation à domicile d’un enfant’.

Le mandat concernait le père de famille, un Français de 40 ans domicilié dans cet appartement. Les gendarmes ont frappé à la porte. Une voix leur a demandé qui était là. Les gendarmes se sont annoncés. Puis plus rien. ‘Les gendarmes n’ont alors plus entendu de bruit dans l’appartement’, détaille le communiqué.

‘Les gendarmes n’ont pas pu entrer dans l’appartement. Et c’est visiblement dans ce moment-là que la décision a été prise par cette famille de se lancer en bas du balcon depuis le septième étage’, a indiqué le porte-parole de la police cantonale vaudoise, Jean-Christophe Sauterel, à la radio suisse publique RTS.

Les forces de l’ordre ont alors décidé de quitter les lieux. ‘Dans l’intervalle, un témoin a appelé la police pour signaler que des personnes étaient tombées depuis le balcon d’un appartement’, explique le canton de Vaud. ‘La présence d’une autre personne dans l’appartement au moment de faits a pu être exclue en l’état de l’enquêtes’, indique la police cantonale vaudoise […].

Une enquête a été ouverte par le procureur de service, qui a confié les investigations aux enquêteurs de la police de sûreté.”

Agence France Presse

15 mars 1962

“Effroyable tuerie à Alger” : le jeudi 15 mars 1962, à midi, les télex de l’AFP et de l’agence UPI crépitent à l’annonce d’une “terrible nouvelle”, reprise par la télévision nationale et Europe 1 dans leurs journaux de 13 heures : six professeurs ont été assassinés par l’Organisation de l’armée secrète (OAS) en début de matinée. Les récits des correspondants en Algérie sont imprécis, parfois largement inventés – avec le recul qu’offre le travail de l’histoire et du temps, la moitié des détails rapportés sont faux. La presse entière cite le nom de la victime la plus connue : Mouloud Feraoun.

Nous sommes trois jours avant les accords d’Évian, qui mettent fin à la guerre d’Algérie. Le 18 mars 1962, l’hommage de l’ancienne résistante Germaine Tillion à son “vieil ami” Feraoun fait la une du *Monde*. Il est titré : “La bêtise qui froidement assassine”.

“Mouloud Feraoun était un écrivain de grande race, un homme fier et modeste à la fois, mais quand je pense à lui, le premier mot qui me vient aux lèvres, c’est le mot : bonté […] J’aimais sa conversation passionnante, pleine d’humour, d’images, toujours au plus près du réel – mais à l’intérieur de chaque événement décrit, il y avait toujours comme une petite lampe qui brillait tout doucement : son amour de la vie, des êtres, ce refus de croire à la totale méchanceté des hommes et du destin.

Certes, il souffrait plus que quiconque de cette guerre fratricide, certes, il était inquiet pour ses six enfants – mais, dans les jours les plus noirs, il continuait à espérer que le bon sens serait finalement plus fort que la bêtise… Et la bêtise, la féroce bêtise l'a tué. Non, pas tué : assassiné. Froidement, délibérément ! Cet honnête homme, cet homme bon, cet homme qui n'avait jamais fait de tort à quiconque, qui avait dévoué sa vie au bien public, qui était l'un des plus grands écrivains de l'Algérie, a été assassiné […] parce que cela entrait dans les calculs imbéciles des singes sanglants qui font la loi à Alger."

Le lundi 19 mars, le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Michel Debré demande une minute de silence dans toutes les écoles de métropole.

"L'université française tout entière s'associe au deuil qui, une fois encore, frappe si douloureusement l'académie d'Alger. Un groupe de tueurs de l'OAS a lâchement assassiné six de nos collègues, dont les noms devaient être cités à la jeunesse de France. Unis dans le sacrifice, comme ils l'étaient dans leur œuvre d'éducation, ils doivent le demeurer dans notre souvenir."

Parmi les noms cités dont il faudrait pour toujours "se souvenir", se trouve celui de Mouloud Feraoun, "père de six enfants".

1

Quatre tombes blanches

L’enterrement s’est terminé avant d’avoir commencé.

Les obsèques des quatre Français de Montreux ont eu lieu un mois après le drame, le temps nécessaire aux autopsies. Le 26 avril 2022, *La Tribune de Genève* et quelques quotidiens suisses publient l’annonce de la cérémonie de funérailles des deux jumelles nées Feraoun, du mari de l’une d’elles, et de leur fille.

La famille FERAOUN *a la profonde tristesse*
de vous faire part des décès le 24 mars 2022 de

Madame Narjisse FERAOUN-GAMA
à l’âge de 41 ans
Chirurgien ophtalmologue
Ancienne élève de l’École normale supérieure de la rue d’Ulm

Madame Nasrine FERAOUN-DAVID
à l’âge de 41 ans

Chirurgien-dentiste, Orthodontiste

Monsieur Éric DAVID à l'âge de 40 ans
Polytechnicien, Ingénieur du Corps des Mines

et de leur fille
Elena DAVID
à l'âge de 8 ans

L'inhumation aura lieu le 28 avril 2022 à 14 heures au cimetière de Clarens à Montreux (Suisse).
Les personnes souhaitant leur rendre un dernier hommage peuvent se rendre au cimetière à partir de 14 heures.

L'ascension jusqu'au cimetière de Clarens se fait sous un soleil parfaitement rond et aveuglant, comme à chaque début de printemps, quand les yeux ont perdu l'habitude de la clarté. Les cimes encore glacées des montagnes alentour se reflètent dans le Léman. Quels autres mots écrire devant ce spectacle glorieux ? Un journaliste n'est pas un artiste. Le cimetière de Montreux, lui, en regorge.

Ici une tombe, celle d'Igor Stravinsky. Il s'était mis à fréquenter les bords du lac à l'été 1910. L'exilé russe naviguait entre Paris, la Côte d'Azur, Monte-Carlo, Rome. Sa datcha d'Oustylouh, à l'extrême-ouest de l'Ukraine, a été transformée en musée (la guerre l'a momentanément fermé en 2022). Comme Madame Stravinsky ne supportait plus le grand froid, la famille avait fini par s'installer en Suisse, près de la gare de Clarens, où le musicien composa plusieurs de ses ballets. Une artère porte le nom de l'un d'eux, "rue du Sacre du printemps", à deux pas du cimetière.

Ce grand espace funéraire est presque un parc floral, d'ailleurs, bichonné par une batterie de jardiniers méticuleux. La taille imposante de ses tombes rappelle l'attrait de la Riviera vaudoise au début du XX^e^ siècle. Russes blancs, Britanniques, Autrichiens, un petit gotha international est venu vivre et mourir face au lac (et parfois près de son compte en banque). Montreux était alors un refuge pour esthètes. Dans cette allée, un chef de chœur ; plus loin, un premier violon ; là, l'inventeur roumain de la musique spectrale. Si on rassemblait les œuvres des peintres enterrés dans ce cimetière, on pourrait ouvrir un musée ; avec ses musiciens, former un orchestre symphonique.

Il est 14 heures, l'heure fixée par l'avis de décès pour rejoindre les tombes des David-Feraoun. Elles ont été creusées au pied d'un cèdre bleu de l'Atlas largement centenaire. Par leur couleur et leur simplicité, elles ne ressemblent à aucune pierre tombale d'un lieu où beaucoup ont tout osé : buste kitsch d'une chanteuse de bel canto, fresques à colonnes pseudo-doriques, ébauches en marbre de Carrare… Il n'y a ni dalle ni pierre tombale pour les "suicidés de Montreux", le nom que la presse leur a donné depuis un mois, seulement quatre stèles blanches à dômes typiques des sépultures musulmanes, quatre silhouettes comme des mosquées devant leurs carrés de terre meuble, et des épitaphes qui ne parlent de rien.

Curieusement, les tombes sont déjà comblées et les cercueils recouverts. Des jarres de géraniums et de pélargoniums, toutes semblables, ont été déposées sur chacune d'elles. Nous ne sommes guère qu'une quinzaine à attendre. Pas de famille ni d'amis à l'horizon, pas d'enfants ni de camarades de classe, seulement quatre ou cinq badauds, des fonctionnaires du canton de Vaud, et quelques journalistes. À peine si le glouglou d'une fontaine où patientent des arrosoirs et les trilles des rossignols parviennent à distraire une assistance qui attend dans un silence de craie une cérémonie qui ne vient pas.

Cinq fonctionnaires en costumes ajustés finissent par s’avancer pour se recueillir près des tombes. Une couronne de lys blanc a été déposée par des collègues de la Clinique de l’Œil où Narjisse, la jumelle divorcée et sans enfants, exerçait depuis leur déménagement à Montreux, en 2019. Une femme solitaire m’explique qu’elle est venue effacer un remords. “Mon voisin est mort seul. Pendant le Covid, sa boîte aux lettres se remplissait, on l’avait remarqué avec le facteur, mais on ne s’est pas assez interrogés. Je ne comprends plus rien à ce qui se passe en ce moment. La terre ne tourne pas rond.” Concierge, elle s’appelle Lolita, comme la très jeune héroïne du roman de Nabokov, l’autre gloire de Montreux, dont la tombe de marbre noir plantée de thuyas se trouve dans la troisième allée sur la droite : je le note sur mon carnet pour respecter son injonction au “divin détail”. Il est mort des suites d’une chute en chassant des papillons.

Meublant l’attente, le maire de Montreux (le syndic comme on dit en Suisse) répond tout bas aux questions de la presse. Pourquoi cette famille française est-elle inhumée à Montreux, où elle n’était installée que depuis trois ans ? Il chuchote : “Cette décision appartient à la famille et nous la respectons.” Mais après quelques apartés, le syndic finit par comprendre que la cérémonie n’est pas près de commencer.

Le faire-part était un leurre.

Les funérailles sont déjà terminées. Les familles David et Feraoun se sont éclipsées dans deux voitures un peu avant 13 heures.

Je peste contre mon erreur de débutante : se rendre en amont des horaires donnés, c’est le b.a.-ba du métier. Plus avisée, la journaliste du *Matin* a pu croiser les silhouettes des familles à la sortie du cimetière. Elle raconte que l’enterrement a visiblement eu lieu “en fin de matinée, conduit par un imam, à l’abri de tous les regards”. Selon le responsable des pompes funèbres de la ville, la famille s’est retrouvée après quelques minutes de

recueillement dans une “salle de paroisse” adjacente, dont les rideaux avaient été tirés.

Quinze heures n’ont pas encore sonné au clocher quand notre maigre assemblée se disperse vers la sortie du cimetière. Il ne reste désormais plus que le gardien et le vieux cèdre de l’Atlas pour veiller sur les tombes des quatre étrangers.

2

Une tour d’Ivoire

Du promontoire de Clarens, à la sortie du cimetière, on aperçoit au loin la tour d’Ivoire de Montreux. C’est un amer bien connu des plaisanciers du lac, et aussi une curiosité locale. Pourquoi une telle construction de presque 80 mètres dans ce décor de carte postale, au milieu de villégiatures Belle Époque ourlées de rhododendrons ? À l’architecte italien qui l’avait élevée au milieu des années 1960, la ville avait demandé de réveiller Montreux, belle endormie de l’après-guerre, et de lui donner les airs d’une petite Monaco. Il avait alors imaginé cet édifice blanc de vingt-neuf étages, qu’il avait baptisé “Tour d’Ivoire”, sans connaître le sens caché de l’expression.

La tour devait figurer le cou d’un cygne et les deux immeubles attenants, de sept étages chacun, ses ailes. C’est dans l’un d’eux qu’habitaient les cinq Français, au pied du casino. Après l’enterrement, disons après ma visite au cimetière, je retrouve Arnaud, un ami journaliste. Nous nous sommes connus quelques années plus tôt lors d’un reportage et chaque nouvelle occasion de nous revoir me met en joie : il est curieux, joyeux, poète, toujours enthousiaste. Il a donné rendez-vous sur la terrasse du casino à une vieille connaissance, un chef d’orchestre ami de Boulez, Michel Tabachnik, qui a créé une douzaine d’œuvres de Iannis Xenakis. “Il

habite Montreux, il connaît l'âme du lieu", m'explique Arnaud. Tabachnik nous attend, ses cheveux gris sagement peignés de part et d'autre de son front.

"Je reste là sans penser à rien, à savourer [la présence rassurante des montagnes] et leur magnifique sérénité", écrivait Chaplin depuis un transat de son manoir des bords du lac. Montreux offre l'un des plus beaux panoramas de Suisse. Face à nous, le Grammont, plus de 2 000 mètres d'altitude, et les Jumelles, un couple de sommets voisins. À gauche, les dents du Midi et le château de Chillon, soit la perspective exacte du tableau de Courbet, "cette affiche qu'on trouve dans toutes les ambassades suisses à l'étranger et les agences de tourisme du pays", sourit le chef d'orchestre. Comme m'avertit le soir même le veilleur de nuit de mon hôtel en planifiant mon séjour dans son registre : "Nabokov est resté une semaine au Montreux Palace, puis une semaine de plus, puis encore une année, et enfin toute sa vie : il y est mort."

Le spectacle est aussi sur "les quais", selon la formule des Montreusiens. Devant nous passe une vieille dame au bras de son fils quadragénaire. Pour l'occasion, elle a sorti ses perles et un manteau vintage. Demain, je la croiserai dans l'un des innombrables salons de thé de la ville avec un béret Chanel épatant sur la tête et, au bout de la chaînette passée à son épaule, un sac à main en cuir caviar noir matelassé. "La vue du balcon sur le lac Léman vaut tout l'argent liquide auquel il ressemble", plaisanta un jour Nabokov sur le plateau d'*Apostrophes*.

Des bribes de conversation parviennent jusqu'à notre table, rarement en français. La ville a toujours été cosmopolite. Il y avait même au tournant du XX^{e} siècle une publication intitulée *Journal et liste des étrangers de Montreux*, des archives fascinantes, des listes et des listes d'adresses classées rue par rue et hôtel par hôtel, et aujourd'hui digitalisées. "Dans les

années 1950, un hydravion assurait une liaison directe avec Southampton en moins de quatre heures", rappelle Tabachnik. Son œil pétille sous ses lunettes légèrement fumées. "On croise aussi des Allemands, des Italiens, des Russes, plus nombreux depuis que Moscou est entré en guerre. Il n'y a que 11 % de Genevois à Genève." En Suisse, on vit toujours un peu comme un étranger. Qui note celui qui s'installe, celui qui s'en va ? Qui vous remarque sur les quais ?

Des hommes âgés se promènent avec de très jeunes filles ; elles prennent la pose sur les pontons du lac ou devant les roues à aubes des bateaux. C'est la balade des *smartphones*. Peu importe l'âge du photographe : Instagram ne le saura pas. Des petites filles en *crop tops* lèchent leurs glaces sur les embarcadères, des vieux messieurs s'enroulent dans les châles prêtés par les palaces pour se protéger d'une soirée encore fraîche, "quoiqu'il y ait un microclimat ici, toujours quelques degrés de plus qu'à Vevey, les montagnes nous coupent du vent". Des perches à selfies se battent devant la statue en bronze de Freddie Mercury, le chanteur de Queen. Lui non plus n'avait su quitter la ville après un séjour pour le Montreux Jazz Festival de 1978. Il disait : "*If you want peace of mind, come to Montreux*."

L'ami d'Arnaud est si bavard que le soleil couchant embrase déjà nos Campari. Pour lui, Montreux, c'est *Le Sacre du printemps* et *Petrouchka*, deux grandes pièces écrites par Stravinsky pour les ballets russes et composées ici. "J'ai eu la chance de diriger *Le Sacre* à l'Opéra de Paris, en 1991, avec Noureev, une aventure merveilleuse. Une amie chorégraphe anglaise avait choisi de reconstituer le décor de 1913, celui créé pour la première, au Théâtre des Champs-Élysées. Ce n'était pas évident pour elle : la danse n'est pas un art codifiable, et, à l'époque, il n'y avait ni vidéos ni caméras, seulement des schémas, des esquisses, des croquis. Sa

chorégraphie s’est écrite à partir d’une histoire à trous, sur laquelle elle a brodé. Il faut bien inventer quand on ne connaît pas tout.”

Un pigeon peu farouche et trop gourmand vient voler des pistaches sur la table où ne scintille plus désormais que le seau à glaçons. Le soleil a maintenant disparu derrière les cimes, le lac n’est plus qu’une eau noire, et dans le cirque des montagnes les dents du Midi dessinent tout à coup une mâchoire menaçante. Je lève le doigt vers le dernier étage de l’immeuble posé juste derrière nous :

— Et d’après vous, Michel, que s’est-il passé là-haut ?

3

“Nous ne savons rien du saut, mais tout des chutes.”

La sœur jumelle.
Puis la mère.
Puis la petite fille de 8 ans.
Puis le fils adolescent.
Et enfin le père.

Le jour venait de se lever sur le Léman quand les cinq membres de la famille David-Feraoun ont sauté dans le vide, les uns après les autres. Il était environ 6 h 45 du matin. Ce fut comme une pluie de corps depuis le septième étage de l’immeuble. Cinq longues minutes, avec parfois soixante secondes entre chaque saut.

À cette heure matinale, Montreux paresse et personne n’a rien vu. Les seuls témoins, un passant retraité, une voisine psychothérapeute, n’ont fait qu’entendre le son des corps sur le bitume de la rue Igor-Stravinsky. C’est là que donnent les balcons en forme de trapèzes incurvés du 35, avenue du Casino, comme des vagues déferlant sur sept étages, afin que chacun puisse profiter de la vue sur le lac s’étalant à cent mètres.

Un détail les a frappés. Les procès-verbaux des rares témoins auditifs sont formels, et le procureur, pourtant peu bavard, a tenu à souligner cette information “saisissante” : les chutes n’ont été accompagnées d’aucun cri. Les corps ont plongé sans une plainte, sans un appel au secours. Rien d’autre que le bruit de cinq corps tombés, vingt-cinq mètres plus bas, sur l’artère en pente douce plantée de huit palmiers. Sans que personne ne voie rien.

Une caméra veillait, cependant. “Aujourd’hui, tout commence par des caméras de surveillance, me glisse plus tard Jean-Christophe Sauterel, le porte-parole de la police cantonale vaudoise. De nos jours, toutes les enquêtes démarrent par là.” Le commissaire principal règne depuis plus de vingt ans sur la communication de cette institution installée dans un austère bâtiment de béton gris, loin de tout, sur les hauteurs de Lausanne. En deux décennies, une longévité jamais vue, les téléspectateurs suisses ont tous appris à connaître son visage, ses joues et ses phrases pleines, son regard fixe et parfois un peu noir. Depuis qu’il est là, les “belles affaires”, comme disent les policiers et mon ami Arnaud, n’ont pas manqué dans le canton. Laurent Ségalat, ce généticien directeur de recherches au CNRS accusé d’avoir tué sa belle-mère à Vaux-sur-Morges en 2010, et plus tard relaxé, c’était déjà sous Sauterel. L’année suivante, la disparition des jumelles Livia et Alessia à Saint-Sulpice : encore “pour lui”. À chaque rebondissement de l’affaire Legeret, du nom de l’homme reconnu coupable d’un triple meurtre un soir de Noël 2005 dans une villa de Vevey, il était encore en première ligne. Il n’y a que l’assassinat du banquier Stern qu’il a manqué. Sa maîtresse vivait à Montreux et avait jeté l’arme du crime dans le lac, mais cette fois c’est la police genevoise qui avait pris en charge l’investigation.

“Ce n’est pas parce que nous sommes en Suisse qu’il y a des caméras partout. Sachez qu’il y en a cinq cents pour la seule préfecture de police de Paris.” Sauterel n’aime pas trop les journalistes et encore moins leurs clichés. Il ne plaisante qu’à moitié lorsqu’il répète qu’il n’y a pas de vrai fait divers sans son lot de bêtises étalées dans la presse. Non, il n’y a pas davantage de vidéosurveillance dans les rues de Montreux qu’ailleurs. Une seule a enregistré la scène : celle du casino, installée par le groupe Barrière pour guetter toute tentative d’intrusion, quelqu’un qui voudrait filer avec le jackpot. Posée près du dais de l’entrée, elle scrute jour après jour les deux rangées de palmiers de la rue Stravinsky – à gauche l’Adam’s Café, “*best pub in Town*”, plus haut le coiffeur, à droite la pharmacie et l’horloger qui fait l’angle, une institution, la bijouterie où acheter ses montres Patek.

La caméra de surveillance a un regard fixe : elle ne lève jamais les yeux au ciel. “On voit les corps tomber, mais on ne voit pas le balcon et le point de départ, précise le commissaire. Nous ne savons rien du saut, mais tout des chutes.” La caméra a permis de conclure, vu le laps de temps écoulé entre chaque plongeon, que le saut n’était pas groupé. Y a t-il eu des ordres et des consignes donnés par l’un des adultes ? Impossible de savoir. Peut-être des mots murmurés, des regards et alors un autre silence dans le silence, un mystère plus épais encore ?

Il faisait encore nuit quand, une demi-heure plus tôt, vers 6 h 15, deux policiers ont pénétré dans l’immeuble. Ils grimpent les escaliers des sept étages menant à l’appartement des David-Feraoun. Ils sonnent, puis tambourinent : la voisine de palier a expliqué à la Radio télévision suisse, la RTS, avoir entendu “de grands coups dans la porte”, trois, ou quatre, elle ne se rappelle plus. Je pense aux “quatre coups brefs sur la porte du malheur” dans *L’Étranger* d’Albert Camus – ces quatre coups qui scellent un destin.

La personne qu’ils viennent chercher avec un mandat d’amener n’est ni un délinquant ni un terroriste. Les fonctionnaires suisses se sont déplacés car Éric David, censé faire l’école à la maison à son fils aîné, n’a pas donné de ses nouvelles depuis deux trimestres à la Direction générale de l’enseignement obligatoire et de la pédagogie spécialisée. Lassée d’adresser en vain courriers électroniques et appels de relance, elle a passé le relais à la préfecture de Vevey, qui a ouvert une procédure pour non-respect de scolarisation à domicile et envoyé un mandat de comparution auquel Éric David n’a pas donné suite. Ce qu’il risque ? À vrai dire, pas grand-chose : une simple amende.

“Qui est là ?”, demande une voix masculine derrière la porte verrouillée. “C’est la police, ouvrez !”, se souviennent avoir entendu les voisins de palier. “Un instant, j’arrive !” aurait répondu l’homme. Puis plus rien, les minutes passent, et personne ne vient. Les gendarmes patientent en silence devant le vilain paillasson noir de l’appartement 72, ses deux serrures, son œilleton, sa pancarte “*Jesus is the reason for the season*”, comme chez les évangélistes américains lors des fêtes de Noël. En aucun cas, à aucun moment, me confie le commissaire Sauterel, la police n’explique à Éric David la raison de sa présence, si tôt, un matin de printemps.

De l’autre côté de la cloison, le père de famille a réveillé ses enfants, sa femme et sa belle-sœur divorcée, qui, semble-t-il, a pris l’habitude de dormir chez les David et se trouve ce matin-là dans l’appartement. Les policiers n’entendent ni cris ni signes de bagarre. Ils attendent qu’on vienne leur ouvrir. Ils tentent de maintenir le contact, mais au bout d’une demi-heure, n’obtenant aucune réponse, ils finissent par reprendre l’ascenseur, “conformément aux règles applicables”, “sans avoir pu mener leur mission”.

Au même moment, ils l'ignorent, les cinq membres de la famille David-Feraoun se jettent dans le vide. Lorsque le duo de policiers rejoint l'avenue du Casino, l'homme qu'ils étaient venus chercher a déjà sauté du balcon. Il est mort sur le coup, comme sa femme, sa belle-sœur et sa fille. Les sirènes des voitures de police hurlent et des patrouilles de gendarmerie s'occupent de quadriller le secteur. Sapeurs-pompiers, ambulanciers, médecine légale, police scientifique, tout le monde afflue à Montreux. Des tentes sont dressées sur le trottoir et des cercles rouges dessinés autour des corps, pantalon noir et chemise claire pour Éric David, bas de pyjama et torse nu pour le jeune homme. La petite fille sortait aussi de son lit. Les badauds et les curieux n'aperçoivent vite que leurs pieds nus recouverts de draps, en bas des palmiers plantés devant la pharmacie, qui deviennent d'un coup les emblèmes presque obscènes de la Riviera vaudoise. Seul l'adolescent est vivant, inconscient mais bien vivant, et transporté par hélicoptère à l'hôpital.

Cinq jours après le drame, la police cantonale vaudoise pouvait indiquer que "la piste du suicide collectif était privilégiée" – terme retenu un an plus tard, lors de la préclôture du dossier, en mars 2023. "Les investigations menées permettent d'exclure l'intervention d'un tiers. Les policiers ont découvert un escabeau sur le balcon et aucune trace de lutte n'a été mise en évidence", annonce le communiqué. "Aucun signe avant-coureur d'un tel passage à l'acte" n'avait été décelé, assurent alors les enquêteurs, qui ajoutent en guise d'explication : "Depuis le début de la pandémie, la famille était très intéressée par les thèses complotistes et survivalistes."

4

Le chef d’orchestre

“Je n’ai toujours rien compris à ce qui s’est passé dans l’affaire du Temple solaire, alors ce n’est pas moi qui vais vous dire pourquoi ces gens se sont jetés de leur balcon.”

La réponse de Michel Tabachnik fuse comme une claque. Le chef d’orchestre a été l’un des membres de cette secte responsable du décès de 74 personnes entre 1994 et 1997. Sa première femme a été retrouvée morte avec vingt-deux autres victimes dans une chapelle secrète cachée derrière la paroi d’une ferme en flammes de Cheiry, un village proche de Genève, dans le canton de Fribourg. Cinq Français se trouvaient parmi les disparus, “des gens très gentils, très polis, très normaux”, expliquaient alors leurs voisins aux journalistes accourus du monde entier.

Cette histoire s’est écrite sur le terreau des années 1970, parmi des babas cool qui refusaient la société de consommation. Tabachnik était d’abord entré dans une communauté New Age tournée vers le bien-être, l’écologie, la spiritualité, le yoga, la numérologie. Elle avait muté en une confrérie ésotérique de “néo-chevaliers”, l’Ordre du Temple solaire. Ses deux mentors séduisaient des pères et des mères de famille, des personnes

parfaitement intégrées dans la société et financièrement à l'aise ; des fonctionnaires, des praticiens adeptes des médecines alternatives ou de l'homéopathie. Ils en étaient persuadés : pour eux, un jour, sur une autre planète appelée "Sirius", s'offrirait la promesse d'"une réincarnation".

Durant une quinzaine d'années, Tabachnik était devenu copain avec "Jo", l'un des deux gourous de la secte. Tabachnik voyageait à l'étranger avec lui, le retrouvait lors de colloques où l'assistant de Pierre Boulez donnait des conférences. Celui qui a fait l'annonce de "la fin" de l'Ordre du Temple solaire, lors de deux discours tenus en France à l'été 1994, quelques jours avant les premiers suicides de masse, c'était Tabachnik. Épargné par la justice suisse, qu'il a convaincue avoir ignoré à peu près tout des intentions des gourous, y compris ce que recouvrait le mot "fin", le chef d'orchestre avait ensuite été mis en examen pour "association de malfaiteurs" par la justice française, persuadée que l'homme avait placé les 74 victimes de la secte "dans une dynamique mortifère". Mais Tabachnik fut relaxé, à deux reprises.

Mon ami Arnaud a "suivi" cette affaire spectaculaire pour le magazine *L'Illustré* et reste l'un des meilleurs connaisseurs de ce fait divers atroce, invraisemblable, dont à l'époque les responsables politiques s'étaient emparés. La mission interministérielle de lutte contre les sectes, a été créée grâce à la mobilisation de députés français épouvantés par l'hécatombe, et le mot "dérives sectaires" est entré dans le langage commun à la suite des "suicides collectifs" du Temple solaire. Suicide collectif : c'était le terme employé en 1994 par le juge fribourgeois André Piller sur les ruines fumantes de la ferme de Cheiry.

"Suicide collectif", c'est aussi la "piste privilégiée" par le procureur et les enquêteurs suisses au lendemain du drame de Montreux. C'est pour cette raison qu'Arnaud a voulu me présenter Michel Tabachnik. Avant les

obsèques des victimes, le communiqué de la police vaudoise est venu mettre fin à toute hypothèse d'une responsabilité extérieure. Deux agents étaient postés devant la porte verrouillée, personne n'a pu entrer. Le rapport de médecine légale a permis d'établir qu'aucune trace de substances chimiques n'était présente dans leurs organismes. Aucune des victimes n'était sous l'influence de drogues, d'alcools ou de tranquilisants. Les médecins légistes ne relèvent pas non plus de "trace ou lésion" sur les corps des victimes autre que celles liées à la chute – sans blessures antérieures apparentes, disent parfois les procès-verbaux.

Arnaud prend congé, il doit regagner son Jura suisse. Entre lui, le reporter opiniâtre prêt à tout pour garder la main sur une affaire, et Michel, le chef d'orchestre, membre de l'Ordre du Temple solaire, s'est tissée une étrange relation. C'est Arnaud, en effet, qui en 1996 a publié dans son "album secret du Temple solaire" la première photo du chef d'orchestre durant l'une de ces cérémonies chères aux templiers. Il était allé la dénicher au Canada, où l'Ordre avait des ramifications. Debout derrière un pupitre frappé d'une croix de Malte, droit sous une cape blanche, on voit le musicien allumer une bougie, entouré d'autres "chevaliers" du Temple solaire. L'image, à l'époque, avait provoqué une déflagration : elle contredisait Tabachnik soutenant publiquement n'avoir jamais fréquenté la secte que pour quelques conférences.

Je n'ai jamais demandé à Arnaud s'il avait lu *Le Journaliste et l'Assassin* de la reporter du *New Yorker* Janet Malcolm. Il connaît en tout cas mieux que personne l'inconfort de la posture de l'enquêteur et ce reproche de trahison consubstantielle à ce métier "amoral", disait-elle, qu'est le journalisme. Il n'ignore rien de l'excitation du scoop puis du malaise qui étreint parfois son auteur. Il sait tout de l'ambiguïté de la quête de la "bonne histoire", la façon dont celui qui écrit "sur" écrit aussi "contre". Dans son cas, celui qui révèle le portrait d'une figure restée

jusque-là dans l'ombre tire en quelque sorte à *balles réelles*. "Vous vous rendez compte qu'aujourd'hui je ne peux plus diriger un orchestre en Suisse ?", soupire Tabachnik après le départ de notre ami commun. "Si ça n'avait pas été moi, un autre aurait sorti les images", a pris l'habitude de répondre Arnaud. "J'étais au bon endroit au bon moment."

Longtemps Tabachnik a pesté, ressassé, mais après une brouille qui a duré des années, ils ont fini par nouer une amitié. Je note qu'il ne s'est pas fait prier pour nous rejoindre à la terrasse du casino. Même si le journaliste a été le déclencheur du cataclysme qui a conduit à sa mise en examen, Arnaud a fait son métier, il le sait. Il a pardonné. Quelques mois avant le drame de Montreux, il a même accepté de lui donner une longue interview pour les quatre épisodes d'une série de TF1, "Temple solaire, l'enquête impossible". Impossible, est-ce le mot ?

Quant à Arnaud, je le soupçonne de trouver Michel d'autant plus "attachant" qu'il puise dans leur réconciliation un *je-ne-sais-quoi* qui le soulage. Son journal n'avait pas fait dans la dentelle : un gros titre ("Tabachnik participait aux cérémonies de la secte") et deux pages de photographies datant des années 1980, avec la tête de Tabachnik entourée de rouge. Il avait ensuite exhumé chacune des explications – parfois fumeuses – du chef d'orchestre justifiant sa naïveté face aux tromperies des gourous, leurs dialogues avec des "maîtres" mystérieux, la naissance d'un enfant né d'une supposée conception théogamique, les "messages cosmiques" qu'il traduisait lui-même aux adeptes, vérifié les déclarations publiques de Tabachnik, avant de les recouper en détail avec ses procès-verbaux. Dans le secret de son cœur, Arnaud sait que sans lui Tabachnik n'aurait pas usé tant d'années à ferrailler contre la justice, et il en ressent parfois quelque remords. Alors, et je le comprends, Arnaud a décidé d'inviter le maestro au banquet qu'il réserve à ses amis pour la fête du cochon, chez lui, le jour de la Saint-Martin.

L’affaire de Montreux semble bien différente. D’abord parce qu’il existe un témoin-clé : le jeune homme se rétablit, “il parle même beaucoup, me confie le commissaire Sauterel, même s’il a tout oublié de cette matinée”, ajoute-t-il comme pour le protéger. Surtout, aucune plainte n’a été déposée, aucun avocat nommé : personne n’a formellement désigné de coupables ou de victimes dans cette affaire. Mille questions restent en suspens. Peut-on vraiment parler d’une mise à mort volontaire et collective quand le groupe compte deux mineurs ? Peut-on écrire “suicide” quand on parle d’une enfant de 8 ans, et d’un adolescent de 15 ans ? Les enfants croient nos histoires. Ils sont les proies des contes que nous leur racontons. Leur aveugle confiance, c’est leur façon d’aimer leurs parents et de s’abandonner entre leurs bras. Est-ce pour autant un consentement ?

Le soir du drame, au pied des palmiers de la rue Stravinsky, des Montreusiens ont déposé des bougies, des fleurs et des peluches – une souris rose, un éléphant gris –, pour les enfants sans doute. Ces petits gestes commémoratifs n’ont pas cessé un an plus tard. Pas un prénom pourtant, pas un petit mot trahissant une amitié, une complicité. Rien de personnel. C’est comme si personne ne connaissait Elena, Allan, Narjisse, Nasrine et Éric – “Néric”, son surnom parmi ses amis de Polytechnique, “Néric”, l’objet d’un des rares hommages rendus à la famille, dans la boucle mail de sa promo 2001 de l’X. “C’était un homme bon, intelligent, drôle, et je l’aimais beaucoup. Peut-être aurais-je dû le lui dire, d’ailleurs”, écrit l’un de ses camarades de l’époque. “Certains d’entre vous ont peut-être plus de clés que moi pour comprendre son geste, leur geste, ce drame […] Je sais qu’il était perturbé, je sais qu’il n’aimait pas le monde tel qu’il est mais je sais aussi qu’il était bon, et il me semble qu’il voulait le meilleur pour sa famille, ses enfants. Je ne peux m’empêcher de me demander si nous aurions pu faire, pu dire quelque chose.”

La télévision suisse retrouve aussi, quelques jours après les événements, une jeune patiente de la belle-sœur ophtalmologue qui exerçait à mi-temps à la Clinique de l'Œil de Sion, à quarante minutes de train de Montreux. Elle parle de sa "doctoresse" comme d'une femme "joyeuse", "empathique" et si accueillante avec "sa musique classique" en fond sonore dans le cabinet. Lorsqu'elle a appris la nouvelle, raconte cette jeune fille blonde, elle s'est dit : "Ce n'est pas elle. Elle aimait tellement son métier. C'est inimaginable." Comme tous, comme moi, elle cherche.

Je pousse Tabachnik à revenir à notre affaire. Pour lui, les choses ne sont pas aussi simples que l'indique le communiqué des enquêteurs. "Vous savez, moi, entre ce que j'ai lu et ce que j'ai vécu dans l'affaire du Temple solaire, il y a un abîme. On a tout dit et écrit sur cette affaire, sauf une chose : pourquoi ces gens se sont-ils tués ? Je ne sais toujours pas. Je suis resté quinze ans chez eux, l'enquête en a duré plus de dix, et personne n'a trouvé de réponse à cette question. La presse brode, elle suppute, elle imagine, car il faut bien qu'elle trouve une clé à ses histoires. Or nous ne connaissons pas la raison pour laquelle les Templiers se sont suicidés. On a imaginé mille motifs, ça n'a abouti à rien. Nous ne savons qu'une chose des personnes qui sont mortes : leur conviction qu'il fallait quitter cette terre car la vie était foutue. Pas pour moi, rit-il, l'œil pétillant. J'adore la vie."

"Les gens veulent trouver une cause rationnelle à tout. Le juge d'instruction français m'a posé des questions auxquelles je ne savais comment répondre. Les enquêteurs et les journalistes ignorent ou ne soupçonnent pas la force de ce qu'on ne voit pas, le poids de ce qui demeure insondable. Que cette famille se soit suicidée à cause d'une seule descente de police et de coups à la porte me semble impossible. Il y a sûrement quelque chose derrière. Ce n'est pas suffisant."

Le musicien finit par rentrer chez lui. Il habite désormais avec sa seconde femme sur les hauteurs de Montreux. Avant de me quitter, il me

prévient gentiment : “Les journalistes ne soupçonnent pas le poids de ce qui demeure invisible.” Sa phrase me tient éveillée la nuit entière.

5

Ce nom de Feraoun

Sur le mur de boîtes aux lettres posé à l'extérieur du 35, avenue du Casino, devant le hall en marbre de la résidence protégée par un code, on peut lire :

Narjisse GAMA FERAOUN
Éric DAVID
Appt N° 72
7ème étage

La belle-sœur, le mari. Pas de trace de Nasrine Feraoun, l'épouse d'Éric David. Pour le facteur, elle n'existe pas. Ses deux enfants non plus.

Feraoun. C'est le nom du grand-père des jumelles, et de l'arrière-grand-père d'Allan et Elena. À Alger, dans tout le Maghreb, chacun connaît le récit d'enfance de Mouloud Feraoun, instituteur et directeur d'école. *Le Fils du pauvre* est l'histoire d'un gamin kabyle, Fouroulou Menrad. En disposant autrement les lettres, on retrouve le nom et le prénom de l'auteur ; et il n'y a pas à chercher bien loin pour comprendre que Feraoun y retrace sa vie. Le livre est un classique de la littérature algérienne, écoulé

aujourd’hui à près d’un million d’exemplaires. Il me faut faire un détour par l’Algérie.

Feraoun n’était pas son vrai nom mais son “nom de Français”, donné par l’état civil colonial lors d’un passage à Tizi Hibel, village de Haute Kabylie niché à 800 mètres d’altitude. 8 mars 1913, ce n’est pas sa date de naissance non plus : il serait plutôt né en février. Après l’insurrection de 1871, des officiers des Affaires indigènes avaient été chargés d’imposer peu à peu aux rebelles berbères du nord de l’Algérie de nouveaux patronymes. “Comme ça, au petit bonheur”, racontait Feraoun. Dans tel village, tous les noms devaient commencer par A, B, C ou D ; dans un autre, par E ou F. Deux frères se présentant séparément aux officiers de l’état civil pouvaient recevoir deux noms différents. “Une vraie salade”, note encore l’écrivain dans un brouillon de lettre destinée à Albert Camus, conservé par son fils Ali.

Ali a aujourd’hui 80 ans et depuis la mort de sa mère et de sa sœur, il est la mémoire la plus ancienne de la famille. Il vit à Alger et dit “Feraoun” quand il parle de son père – même sourcils broussailleux, même front immense, même corps sec. Ali Feraoun porte aussi la fine moustache des fonctionnaires algériens qui dans les années 1960 se différenciaient ainsi des paysans.

À Tizi Hibel, le “nid” des Feraoun, village glacé l’hiver, brûlant l’été, on vivait au temps de “Fouroulou” de la cueillette des olives et des figues, et du tissage de la laine des moutons. Les courettes des maisons crépies à la bouse étaient emplies d’*ikoufans* et de poteries d’argile, les navettes et les quenouilles encombraient les pièces en attendant la tonte. On avait faim dans ces montagnes, très faim. Pour garantir le couscous et une gandoura annuelle à chacun, les pères partaient parfois chercher du travail à Constantine, d’autres prenaient le bateau pour “Lafrance”, “Vers un monde

meilleur", comme le père de Mouloud Feraoun, qui descendit dans les mines de Lens puis devint ouvrier aux fonderies d'Aubervilliers. Les mères et les grands-mères se dévouent pour leurs enfants et règnent sur la "soupente", où elles seules grimpent prélever "la ration de figues, emplir un tamis d'orge ou servir l'huile et la graisse".

Sœurs, tantes, oncles, cousins, cousines, l'existence s'organisait en vase clos, les uns collés aux autres, toutes les maisons dans une même rue. Des vies en grappe, pour se protéger de la rudesse des jours. Le soir, "Fouroulou" se laisse bercer par le "tambourinage familier du peigne" sur le métier à tisser et par les récits d'une grandeur évanouie, celle d'un peuple qui naguère dominait le Maghreb. Il aime surtout les contes de sa tante, sa *Khalti*. Ses histoires dessinaient un monde divisé en deux, opposant "le juste et le méchant, le puissant et le faible, le rusé et le simple", mais aussi un univers peuplé de chimères et d'animaux fantastiques. "Ma tante s'y laissait prendre elle-même, écrit Feraoun. À l'entendre raconter, on sentait qu'elle croyait ce qu'elle disait."

Les saisons s'écoulent loin, très loin des colons et de la rumeur du monde. "Les premiers Français que Feraoun a vus à l'âge de 5 ans, c'étaient des gendarmes", me raconte Ali. Aujourd'hui encore, en Kabylie, il existe de vieilles femmes qui n'ont jamais croisé d'étrangers. Ç'aurait pu être le destin de Mouloud Feraoun, si un jour son père n'avait pas décidé, audace insensée pour l'époque, d'envoyer l'aîné de ses cinq enfants étudier avec les "Européens" plutôt qu'il ne veille sur les moutons et les chèvres dans les montagnes.

Fouroulou Mouloud Feraoun se rend pieds nus chez les "roumis", à l'école des Français, où le kabyle est interdit et où rien n'est fait pour les "indigènes". Un jour, le maître se plaint de ses notes. C'est un déclic : l'instituteur l'a remarqué. Il devient alors premier dans plusieurs matières,

et on finit par le proposer au concours des bourses pour entrer en sixième au collège de Tizi Ouzou, à sept kilomètres, où il réussit son brevet. “À l’âge où ses camarades s’éprenaient d’Elvire”, Fouroulou “apprenait par cœur Le Lac de Lamartine”.

En 1932, il a 19 ans, Feraoun intègre l’École normale d’instituteurs de Bouzareah, dans la banlieue d’Alger, où la section “indigènes” a été supprimée deux ans plus tôt. Il y croise un garçon qui devient son frère de cœur, plus tard son éditeur et l’ami de toute une vie : le romancier Emmanuel Roblès. Ce sont encore des jeunes hommes et leurs œuvres sont devant eux. Ensemble, ils rient, d’un “humour sans épines”, selon la belle formule de Roblès, s’écrivent et se rendent visite lorsqu’en 1935 le jeune “maître” Feraoun quitte la capitale et retourne enseigner dans ses montagnes. Il épouse une fille de Tizi Hibel, sa chère et jeune cousine Dahbia aux yeux bleus, à qui il apprend lui-même à lire et écrire.

Ali naît en 1942, deux ans avant son frère Mokrane – le père des jumelles. Quatre autres enfants suivent. “On n’est pas trop nombreux”, disait Mouloud Feraoun. En 1952, il devient directeur d’école élémentaire et conseiller municipal à Fort-National, dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le soir, les samedis, les dimanches, avec un stylo-plume dont il tourne mille fois le capuchon entre ses doigts, Feraoun écrit de la littérature sur des cahiers à petits carreaux d’écolier. Il lui faut huit longues années pour achever *Le Fils du pauvre* et, trop timide pour le présenter à ses amis, il le publie d’abord à compte d’auteur. Quelle fierté pourtant lorsqu’il reçoit le Prix littéraire de la ville d’Alger, récompensant pour la première fois un auteur non européen. Par l’intermédiaire de Roblès, le roman est réédité au Seuil en 1954, et acquiert une nouvelle audience.

Les “événements” éclatent le 1er novembre 1954. Un an plus tard au jour près, Feraoun commence à noter ses impressions dans son *Journal*,

sous-titré : “La guerre d’Algérie au jour le jour”. Il est déchiré et ses confidences racontent ce long calvaire. Il a reçu de la France sa culture et sa langue. Le milieu littéraire parisien le lui rend bien et s’intéresse, non sans paternalisme, à cet Algérien qui écrit en français. Arabe par l’histoire, kabyle de naissance, français par sa formation et ses amitiés, l’écrivain se reconnaît pourtant d’emblée dans la révolte qui soulève son pays. En 1951, il écrit à Camus pour se désoler “que parmi tous [les] personnages [de *La Peste*] il n’y eût aucun indigène et qu’Oran ne fût pour [lui] qu’une banale préfecture française”. J’aime le ton doux et poli avec lequel il ajoute à l’attention de cet homme qu’il vénère sans qu’il soit tout à fait son ami ni même son confident : “Je regrette toujours, de tout mon cœur, que vous ne nous connaissiez pas suffisamment pour nous comprendre, nous faire comprendre et nous aider à nous connaître, nous-mêmes.”

Alors que la violence s’empare de l’Algérie, que les perquisitions et les enlèvements se multiplient, Feraoun se tient à l’écart des officiels français comme des responsables du Front de libération nationale. Lorsque les militaires interpellent sans raison un collègue algérien, il proteste. Mais pas moins quand les indépendantistes enlèvent son collègue français Dupuy. Son métier le lie de fait à l’administration coloniale : instituteur, c’est sacré. “Je vois encore mon père en 1953, à Fort-National, sortir de son porte-monnaie la photo de son maître, un normalien devenu directeur d’école, mort dans un accident de voiture. Feraoun gardait ce portrait précieusement rangé dans une pochette en papier mica”, me raconte Ali. Quand les moudjahidines du FLN décident de lancer la grève scolaire, au printemps 1956, Feraoun garde sa nichée à la maison et décide de faire l’école lui-même. Il a inscrit sa fille aînée “Djidi” à Fort-National, dont le collège reste ouvert : il a deviné que celui d’Alger allait fermer.

Apprendre, réussir, pour transformer la société et combattre les inégalités. “Je crois que mon père comprenait la décision des lycéens de

faire grève en solidarité avec les combattants, mais en même temps il avait foi dans cette vertu libératrice que les colonisés pouvaient trouver dans l'instruction", me raconte Ali. Quand des élèves venaient le trouver pour annoncer qu'ils allaient prendre le maquis, il tentait de les faire changer d'avis en expliquant que l'Algérie indépendante aurait besoin de gens instruits.

Dans *L'Anniversaire*, livre inachevé, Mouloud Feraoun s'inquiète pour le bac d'Ali – sa fille aînée et Mokrane font des merveilles –, et se tracasse pour l'avenir de ses enfants. Il se rassure : "Je cesserai un jour de travailler, alors ils se débrouilleront. […] Inutile de se taper la tête contre le mur."

6

Des coups à la porte

À partir de 1957, la famille Feraoun ne cesse de déménager.

Bam, bam, bam ! De grosses voix puissantes. “Ouvrez !” Ces réveils en sursaut, ces inconnus qui défoncent les portes, les papiers d’identité qu’il faut tendre, les cris des enfants. Et l’attente sans fin, sans nouvelles, de tous ces hommes, disparus devenus évanouis, fantômes sans sépultures aux corps torturés. Dès 1957, l’historien Pierre Vidal-Naquet, hanté par le souvenir de son père torturé par la Gestapo avant de mourir à Auschwitz, fait de Maurice Audin et des trois mille “portés disparus” son combat.

La peur est une arme de guerre. Le colonel français Lacheroy, qui a formé une génération d’officiers expédiés en Algérie, avait découvert en Indochine les principes de la “guerre révolutionnaire” et son triptyque : “terroriser, retourner, pacifier”. L’homme qu’on réveille à coups de rangers dans la porte DOIT être terrorisé.

Bam, bam, bam ! Une angoisse noue les cœurs, durant toutes ces années, en Algérie, à chaque coup frappé à l’entrée des maisons. Les survivants, vieux messieurs, vieilles dames, tréssaillent encore en racontant

les années de la bataille d'Alger. Les parachutistes de l'armée française entrent dans la capitale algérienne et traquent les indépendantistes du FLN dans toute l'agglomération. Ces poings qui tambourinent, ces voix étrangères derrière la serrure, c'est l'histoire que raconte Djamal Amrani dans *Le Témoin*, récit vrai de la traque de sa famille. Il avait 22 ans en 1957 quand il est lui-même arrêté et torturé. Il était le beau-frère de l'avocat du FLN Ali Boumendjel, déclaré "suicidé" mais en réalité "torturé et assassiné" par l'armée française en Algérie ; comme le général Paul Aussaresses l'avouera bien plus tard dans ses mémoires.

Mouloud Feraoun a peur, lui aussi. Et, "chose peu fréquente pour un Kabyle", me confie un membre de sa famille, il n'a pas peur d'écrire qu'il a peur. Les derniers mois de 1956 en Kabylie, où il dirige l'école de garçons de Fort-National, près de Tizi Ouzou, ont été éprouvants : courriers ouverts, lettres recollées à la hâte, irruptions intempestives dans son bureau… "J'avais toujours un œil sur lui partout où il marchait, et parfois à son insu, me raconte son fils aîné. C'était la supplique de ma mère."

À la date du 10 février 1957 de son *Journal*, Feraoun rapporte une sinistre anecdote. Un capitaine de la ville le fait de plus en plus souvent convoquer à la mairie de Fort-National. Un jour, "un jeune en civil" s'invite dans le bureau sans se présenter, se mêle sans façon à la conversation, et coupe abruptement la parole au directeur d'école.

> — Mouloud Feraoun, là je ne vous suis plus. Les militaires reçoivent des ordres. Ils les exécutent. Ainsi, vous, un simple troufion peut vous donner un coup de pied au cul. Le fait que vous émargez aux Éditions du Seuil ne change rien […]. Tiens, vous avez une belle école, un bel appartement. Une bombe, vous sautez, vous et les vôtres. À la place de votre école, il y en aura une plus belle. D'ailleurs, point n'est besoin de

la faire sauter : on tire, vous tombez. Mort accidentelle. Un tout petit rapport. Vos amis pourront toujours vous regretter.

Feraoun “tient” quelques mois encore à la suite de ces “menaces”, mais cinq ans après avoir pris son poste, il finit par demander sa mutation. À l’été 1957, il quitte la Kabylie pour Alger. Il a accepté la direction de l’école Nador au Clos-Salembier et emménage dans un logement de fonction “à la lisière de la grande ville, dans un quartier musulman très populeux, où la misère côtoie l’opulence, et les baraques de taule, de belles villas bourgeoises”. Leur appartement est aussitôt surveillé par les Renseignements généraux et même perquisitionné un jour de 1958 par les parachutistes et les “milices africaines” de Robert Lacoste.

Il n’a jamais été à l’aise dans la capitale. “À la lettre, il s’y sent déraciné”, commente Roblès. J’aime par-dessus tout les dernières paroles adressées par le *Fils du pauvre* à son père avant de se rendre à Alger pour tenter le concours de l’École normale d’instituteurs : “Tu diras là-haut que je n’ai pas peur.” En 1932, c’était sa manière de dire qu’il entrait dans un autre monde. Mais cette fois, le danger, le vrai, rôde à chaque coin de rue. L’adversaire peut se cacher derrière un voile, sous un béret, s’asseoir face à vous dans un restaurant ou dans un autobus. “Les soldats frappent, volent, torturent et tuent. Le fils de Si Chérif a été fusillé en dessous du couvent des sœurs” (*Journal*, 6 mai 1957). “J’apprends que mon beau-frère Amar a été fusillé, mardi dernier, par les soldats. Il était âgé de 69 ans. Il avait été membre de la *djemâa*”, le “conseil municipal” de Tizi Hibel (*Journal*, 12 mai). Feraoun consigne avec un soin de mémorialiste le nom de ceux qui tombent, et surtout les plus humbles, comme la porteuse d’eau de son village. Égrenant les saisons et les morts, son livre prend la forme d’un tombeau.

“À Alger […], on a l’impression de vivre dans une humanité organisée. Il y a deux clans. Le clan des gendarmes et le clan des suspects.” Les mois passent et Feraoun, d’ordinaire doux et charmant, se fait méfiant. Il “prend en grippe” tout le monde, “l’inspecteur, la concierge, le bidonville et même le métier”, avoue-t-il. L’écriture devient son refuge. Dans *La Terre et le Sang*, son troisième roman, il raconte le retour difficile dans un village kabyle d’un garçon parti travailler dans les mines du nord de la France ; il décrit une impossible histoire d’amour mixte dans *Les Chemins qui montent*. Il retranscrit aussi les poèmes oraux du poète kabyle Si Mohand en édition bilingue. Mais à quoi bon la littérature quand la guerre prend toute la place ? La mort annule la fiction, l’engloutit. Seule reste la transcription d’un réel qui s’obscurcit.

Depuis le 1er novembre 1955, ce sont presque 700 pages qu’il a noircies dans son journal. Il entame son vingt-quatrième cahier, les autres restant prudemment cachés chez son ami Roblès. En 1961, il entreprend des démarches pour faire paraître l’ensemble sous forme de recueil. Au Seuil, Paul Flamand lui offre un refus poli : il existe trop de risques de représailles pour l’auteur de telles pages. “Si un tel livre voyait le jour, les gens comprendraient que la guerre d’Algérie n’est pas une plaisanterie”, argumente Feraoun. Il insiste auprès de Roblès, devenu son éditeur : “S’il ne paraît pas en ce moment, on m’accusera plus tard de lâcheté et alors il vaudra mieux qu’il ne paraisse jamais.”

Il suit de près l’expérience des Centres sociaux culturels, une initiative de l’ethnologue Germaine Tillion, placée sous la houlette du gouverneur général de l’Algérie Jacques Soustelle, pour tenter de mettre fin à une terrible injustice : après un siècle de colonisation, 85 % des enfants “indigènes” ne sont pas scolarisés. Au départ, en 1955, personne ne trouvait rien à redire à ces établissements d’un nouveau type, rattachés au ministère de l’Éducation nationale ; mais quand en 1960 Feraoun est nommé

inspecteur des Centres, l'organisme est devenu la bête noire des acharnés de l'Algérie française. Éduquer des enfants de "fell", des fils de fellaghas ? Aberrant pour nombre de collègues français et pour l'autorité militaire qui voient dans ces Centres des repaires du FLN. "Intérieurement un peu pourris", c'est la formule du général de division Jacques Massu, l'homme de la sanglante bataille d'Alger.

Au début de l'année 1961, la guerre s'étend à la ville entière et trois lettres s'affichent sur tous les murs : OAS. L'Organisation de l'armée secrète s'applique à torpiller toute tentative de paix depuis l'ouverture de la conférence d'Évian le 20 mai. L'organisation terroriste clandestine avait "commencé par nous assommer, chaque soir, en tapant sur les casseroles : *ta-tata-… ta-ta*, écrit Feraoun sur ses cahiers à carreaux. Puis l'OAS s'est mise à semer du plastic, un peu partout. Désormais, ses activistes s'organisent un peu comme le FLN : terrorisme, exactions, exigences impératives, menaces."

En octobre 1960, Feraoun migre avec sa famille à la cité Fougeroux, dans le quartier d'Air de France, un ensemble d'immeubles récents chargés de soulager une ville désormais trop peuplée, surveillé par l'OAS dès l'été 1961.

Le 6 août, l'écrivain note : "Première bombe 22 h 30, sixième bombe, 5 heures ce matin. Ma loggia a été visitée entre 23 h 30 et 5 heures du matin, on a enlevé tout le linge. Mokrane a immédiatement tissé un réseau de fil de fer pour y faire passer du courant. Ils espèrent nous mettre à l'abri. Ali vérifie le bon fonctionnement du revolver. […] Dernièrement, on a passé à la télé le film du *Père tranquille*. [Mes gosses] me regardaient en dessous avec le chimérique espoir que j'en suis peut-être un, de père tranquille. Je les ai tout de suite rassurés et déçus."

L’adversaire est l’Autre, celui qui se présente au portail de votre maison ou sur votre palier. Plus question d’apposer son nom sur les sonnettes. Ali est préposé aux courses et à l’ouverture des portes. En septembre 1961, les Feraoun déménagent à la Villa Lung, vaste demeure mauresque installée au cœur d’un parc, propriété de l’Inspection de l’enseignement agricole, organisme administratif dont relève Feraoun. Mokrane y installe une cabane et l’aménage pour lui et ses copains – un beau refuge au milieu des arbres.

Le 26 février 1962, Feraoun échappe de peu à une ratonnade, en plein centre d’Alger, face au Monoprix – il va souvent y prendre le pouls de la ville. Il court et parvient à s’échapper mais deux hommes restent au sol derrière lui : “Je n’ai pas le courage de m’approcher des deux corps étendus, écrit-il le soir. Je m’en vais, la peur dans le ventre, la sueur au front.” Il l’ignore, mais presque au même moment, le général Salan, l’un des quatre putschistes du 21 avril 1961, devenu l’ennemi acharné des gaullistes occupés à négocier en Suisse, livre ses instructions au chef des commandos de la mort : “Il faut s’attaquer aux personnalités intellectuelles, musulmanes […]. Chaque fois qu’un de ceux-ci sera soupçonné de sympathie (et je dis bien “soupçonné” et “sympathie”) à l’égard du FLN, il devra être abattu.”

Les jours se suivent et les massacres se ressemblent. Mouloud Feraoun “s’enferme” chez lui, de son propre aveu. Il ne va plus “aux nouvelles”, n’écrit plus. Son univers a rétréci. “La mort se tenait près de lui, vigilante, comme dans ces contes orientaux où elle attend je ne sais quel mystérieux signal”, écrira plus tard Roblès. Il ne reprend la plume que le 14 mars. “À Alger, c’est la terreur. Les gens circulent tout de même et ceux qui doivent gagner leur vie ou simplement faire leurs commissions […] sortent sans trop savoir s’ils vont revenir ou tomber dans la rue.” Ce soir-là, précisément, il prépare des dossiers qu’il glisse dans sa serviette avant de se coucher : il a rendez-vous le lendemain à 10 heures avec les principaux

responsables des Centres sociaux éducatifs au domaine de Château-Royal, sur les hauteurs d'Alger. À la télévision française, Pierre Dumayet évoque sur le plateau de *Lectures pour tous* le dernier ouvrage de Roblès, *La Remontée du fleuve.* Feraoun regarde l'émission avec son fils Ali. Dans la soirée, il attire son épouse au fond du jardin pour lui donner de vive voix quelques directives "en cas de malheur".

À l'heure de quitter la Villa Lung, le lendemain matin, l'instituteur craint de voir partir ses filles et ses fils au lycée et glisse à sa femme : "Ne réveille pas les enfants."

7

Le massacre de Château-Royal

Sur la route nationale menant sa Renault blanche semi-automatique à El Biar, dans la banlieue ouest d'Alger, Feraoun garde un œil sur les bas-côtés, sur les voitures qui le doublent – le carrefour de Châteauneuf, puis celui de la Bouzareah et enfin Ben Aknoun. Dans son journal, la veille, il a laissé deux phrases comme on livrerait un testament : "Je ne veux pas mourir et je ne veux absolument pas que mes enfants meurent." Il s'engouffre dans une allée bordée de palmiers dattiers, celles qu'on trouve devant tant de maisons d'architecture coloniale. L'arbre est dans le monde arabe le symbole de l'hospitalité. Il passe, soulagé, le porche d'entrée du domaine où il a rendez-vous à 10 heures ce matin.

Sa Frégate longe des communs situés à l'arrière d'un imposant bâtiment de style mauresque, Château-Royal, l'ancien château Douïeb, au cœur d'un grand parc. C'est ici, entourés d'une cour, que se trouvent les divers locaux des Centres sociaux éducatifs. Sa voiture tourne à gauche et part se garer devant la façade de la nouvelle École normale d'institutrices. Au premier étage, un même palier accueille le logement de fonction de la famille de Marcel Lesne, l'ancien directeur, les bureaux de la direction du Service de l'enseignement au Sahara, et la direction des Centres sociaux. "Feraoun s'y

arrête quelques instants”, me raconte Jean Lesne, le fils de l’ex-directeur. Le 15 mars 1962, jour de la réunion, il allait avoir 12 ans et se souvient de cet homme doux et rêveur croisé parfois lorsqu’il jouait dans la cour. “Je regarde comment s’amusent les petits Français”, lui glissait en souriant Feraoun.

Vers 10 h 30, Max Marchand les invite à gagner le baraquement au fond de la cour. Pour cette importante réunion de direction convoquée par leur supérieur, les enseignants ont exceptionnellement rendez-vous dans ce local, plus discret que la salle habituelle. À l’ordre du jour, l’avenir de ces Centres sociaux créés sept ans plus tôt pour lutter contre l’analphabétisme. Il faut réfléchir au passage de témoin entre la tutelle française et les futures autorités algériennes. Les négociations entre la France et le gouvernement provisoire ont repris le 5 mars à Évian et la nouvelle bruisse à travers tout le pays : des accords devraient être conclus d’un jour à l’autre, devine Max Marchand. L’OAS aussi : à l’aube, six travailleurs arabes ont été tués devant un arrêt de bus par un homme descendu de voiture avec un pistolet-mitrailleur. Sur le port, des artificiers ont ensuite désamorcé une charge de 11 kg d’explosifs.

Depuis l’arrêté interministériel du 22 décembre 2021 portant ouverture d’archives relatives à la guerre d’Algérie, l’accès aux dossiers de procédures policières et judiciaires de cette période est très largement facilité. Quand je me rends à Pierrefitte-sur-Seine, les archivistes m’ont préparé deux gros classeurs estampillés : “Attentats mars 1962. Alger. Côtes 924 à 1404”. Ce sont les procès-verbaux ronéotypés des décès “par arme à feu” recensés ce mois-là par le commissariat central d’Alger. Une même médecin, madame Juliette Perrin-Terrin, court d’un point à l’autre de la ville. Son écriture est celle d’une femme pressée. C’est simple, ce 15 mars, j’ai l’impression qu’elle réalise des autopsies toutes les heures.

L’annonce des attentats du matin à Alger n’est pas encore parvenue jusqu’à la salle de réunion de Château-Royal à l’heure où Max Marchand, bel homme de 51 ans, accueille ses adjoints et collègues pour évoquer l’avenir. Ce fils d’un menuisier de Haute-Normandie, ancien prisonnier de guerre en Allemagne lui-même décoré de la Légion d’honneur et de la croix de la Valeur militaire, un militant de la SFIO, a été envoyé une première fois en Algérie sans l’avoir demandé puis choisit d’être muté avant le début des “événements”. C’est un ancien professeur de lettres et de philosophie et il écrit à ses heures – il a reçu le Grand prix littéraire de l’Algérie en 1957. Feraoun disait de lui : “Je l’aime comme un frère.” Tous sont des adeptes de la “troisième voie”, celles des “libéraux” des deux camps qui naviguent entre indépendantistes du FLN et partisans de l’Algérie française, comme Germaine Tillion, comme le délégué à la 2e Assemblée nationale constituante Ferhat Abbas, comme Albert Camus.

Par prudence et crainte des fuites, la convocation au rendez-vous n’a fait l’objet d’aucun courrier et a été fixée de vive voix. Ils ont beau être rattachés à l’Éducation nationale, ces responsables vivent en hommes traqués, et notamment Marchand. Huit mois plus tôt, en septembre 1961, dans la petite ville de Bône dont il était l’inspecteur d’académie, il est sorti miraculeusement indemne du plasticage par l’OAS de l’immeuble où il travaillait. Il a depuis demandé son transfert en France – sans succès. “On m’a promis de me nommer en France en juin [1962], mais ils auront ma peau avant…” écrit le directeur des Centres au début de l’année. Il tient également un journal, manière de consigner l’Histoire en marche et de conjurer ses angoisses.

Il reste des chaises vides devant les dix-neuf chevalets posés autour de la table. Deux ou trois inspecteurs en poste à l’intérieur du pays, à Mostaganem, à Tlemcen, ont finalement renoncé à rejoindre Château-Royal. Marcel Basset, le chef du centre de formation du personnel – un

ancien résistant lui aussi, du réseau Voix du Nord –, est en retard. Le préfet René Petitbon, commissaire général à la jeunesse en Algérie, s'est lui excusé la veille, ce que regrette Marchand. Mais l'inspecteur Robert Eymard – un ancien résistant des maquis du Vercors – et Ali Hammoutène, l'un des adjoints de Marchand, un instituteur de 44 ans, sont arrivés à l'heure, comme Feraoun dont le grand front semble si soucieux au-dessus de ses lunettes en écaille. Ou Salah Ould Aoudia, inspecteur des Centres dans l'Est algérois, le plus ancien du service.

Aoudia est un ami de Feraoun. Tous deux sont kabyles et l'écrivain aime le retrouver chez lui, dans leur quartier de La Redoute, sur les hauteurs d'Alger – une maison plus calme que la sienne, qui grouille, elle, de sept enfants. Les deux collègues parlent des "événements" en berbère. Ils tiennent à la discrétion. Leur région, contrôlée par un FLN encore clandestin, demeure calme, se rassurent-ils. Aoudia est chrétien, Feraoun musulman, mais ces deux apôtres laïcs partagent le rêve que jamais la religion ne mettra la main sur leur pays.

À peine Max Marchand prend-il la parole que Basset, retardataire, s'installe. La porte est tout juste refermée qu'elle s'ouvre à nouveau – bruyamment, cette fois. Trois inconnus font irruption dans la pièce, en civil, mais pistolet-mitrailleur au poing. Ils viennent de s'extraire de deux voitures arrivées "sur zone" qui planquaient avec huit hommes à leur bord, attendant que l'assemblée soit (presque) au complet. Dans le trio, un homme de 36 ans et d'1 mètre 75 environ, juvénile, très blond, s'adresse à eux :

— Debout, les mains en l'air, vous reculez de la table et vous vous mettez contre le mur !

Un historien américain spécialiste de l'OAS, Alexander Harrison, a été le premier, au début des années 1990, à s'intéresser à cette matinée tragique

du 15 mars 1962 et à désigner les huit membres du commando de Château-Royal. Mais c'est le fils aîné de l'inspecteur Ould Aoudia, Jean-Philippe, un médecin généraliste installé en banlieue parisienne et désormais à la retraite, qui a établi le plus précisément le scénario de cet attentat. Tous les deux sont formels : à la tête de l'équipe se trouve l'ex-lieutenant "para" français Roger Degueldre. Cet ancien de la Légion étrangère a déserté quatre mois avant le putsch des généraux et créé les "commandos Delta". Ces milices de la mort, tueurs de l'OAS, prétendent depuis 1961 faire la chasse au FLN mais se livrent surtout à une terrible chasse à l'homme, algérien ou français. Leur slogan : "L'OAS frappe qui elle veut, où elle veut, quand elle veut !"

Delgueldre a enrôlé pour cette expédition ses deux unités les plus aguerries, la 9 et la 5 : le commando de Joseph Rizza, dit "Jo", et celui de Gabriel Anglade, dit "Gaby", un para qui rejoint Degueldre après l'échec du putsch du 21 avril 1961 et va participer quelques semaines plus tard, en mai 1962, à l'opération "Chamois", dont l'objectif était d'abattre le général de Gaulle sur le perron de l'Élysée. Anglade vivra vieux et deviendra l'adjoint au maire UMP de Cagnes-sur-Mer, délégué aux rapatriés. Le 15 mars 1962, il est ce jeune homme blond qui, d'une voix calme et suave, rassure les enseignants réunis autour de la table :

— N'ayez pas peur, on ne vous fera rien. Ceux que je vais appeler vont donner leur pièce d'identité. C'est juste pour enregistrer une bande.

L'argument semble plausible aux inspecteurs réunis dans le baraquement. Depuis quelques semaines, l'OAS diffuse des émissions pirates sur les ondes algériennes. Certains se souviennent néanmoins que Marchand et Feraoun pâlissent un peu plus encore.

Les dix-neuf hommes présents voient le jeune milicien sortir de la poche de son blouson kaki une feuille de papier blanc et lire derrière ses lunettes les sept noms inscrits sur son papier.

— Aimard Robert…

L’homme blond a visiblement choisi l’ordre alphabétique, une formalité bureaucratique. Il poursuit d’une voix appliquée :

— Basset Marcel, Feraoun Mouloud, Hammoutène Ali, Marchand Max, Ould Aoudia Salah…

— Je peux prendre mes lunettes ? demande Salah Ould Aoudia.

Il les a laissées sur la table.

— Petitbon René.

Personne ne s’avance, Petitbon est absent.

Six cartes d’identité françaises se tendent avant de sortir, celles des hommes que le commando est venu chercher. Trois Européens, trois “indigènes”, parmi lesquels, doivent penser les intrus armés, se trouve peut-être le futur ministre de l’Éducation de l’Algérie indépendante. Le personnel présent dans les autres bâtiments est déjà neutralisé par trois autres membres du commando et les fils des téléphones sont déjà arrachés. Les six fonctionnaires reçoivent l’ordre de sortir en rang, les bras levés, toujours, et de se placer dos au mur, de part et d’autre de l’angle du bâtiment. Deux tireurs leur font face, avec leurs mitraillettes. Un fusil-mitrailleur a aussi été installé sur un bipied. Derrière, un homme agenouillé introduit des bandes de munitions dans le logement. C’est Degueldre, véritable instigateur de cette opération.

Il n’est pas encore 11 heures quand il donne l’ordre d’ouvrir le feu. En bon para, il a transmis des indications à ses hommes : tirer d’abord “dans les pattes”, comme le faisaient les Allemands avec les résistants durant la guerre. Il n’y a pas à proprement parler de témoin de l’exécution ; seul le staccato des mitraillettes trouant l’air résonne aux oreilles des autres participants de la réunion et du personnel présent dans les locaux. C’est ce qu’entendront la femme de Max Marchand, l’une des secrétaires du service,

la femme de ménage de la famille Lesne, et la concierge de Château-Royal madame Lallemand. Elles ne voient rien, mais, déjà, en ont trop entendu.

“Je me souviens encore de mon père, penché à la fenêtre de la cuisine, m’appelant dans le parc où j’avais un cours de tennis en hurlant : ‘Rentre !’, me raconte Jean Lesne. Je le revois aussi criant à ma sœur qui jouait dans le potager avec une amie : ‘Couchez-vous !’ Nous nous sommes tous réfugiés dans ma chambre avec ma grand-mère. Ce jour-là, elle a fait un accident vasculaire cérébral et a eu beaucoup de mal à parler ensuite. Nous avons quitté l’Algérie le samedi matin à l’aube, en catastrophe.”

Sur son bipied, le fusil-mitrailleur crache ses douilles sans relâche. “Trente points d’impacts sont visibles contre le mur, 25 balles écrasées et 85 douilles 9 millimètres ont été ramassées à proximité”, lis-je aux archives de Pierrefitte sur la note adressée, le 15 mars 1962, par le commissaire de police du XIII^{e} arrondissement à Monsieur le procureur de la République d’Alger. Presque 20 balles par corps. Les tireurs ont visé les jambes, puis, quand les victimes se sont effondrées, ont ajusté leurs tirs et perforé méthodiquement les corps de balles. Le mur des fusillés est criblé d’impacts, tous groupés entre 40 centimètres et 70 centimètres du sol, à une exception près – le signe d’une exécution méthodique, professionnelle.

Les derniers tirs d’armes automatiques retentissent dans la cour de Château-Royal, puis deux coups isolés visent la tête de Salah Ould Aoudia. Dans sa chute, le corps de son ami Feraoun a basculé sur lui, et le commando a dû craindre qu’ainsi protégé il soit encore en vie, malgré les quinze balles qui trouent son corps.

Feraoun, broyé par les rafales de fusil-mitrailleur, tremble encore. Il mourra vers “10 h 45”, griffonne la docteure Perrin-Terrin, débordée, sur une simple feuille d’ordonnance. Le chef du commando replie le bipied de son arme et rejoint ses complices déjà au volant de leurs voitures, moteurs tournants. Ils démarrent en trombe entre les deux rangées de palmiers,

laissant derrière eux un silence de mort et six corps d’innocents encore chauds.

8

Grandes écoles

Quand son père est assassiné, Mokrane Feraoun, le père des jumelles, termine sa première au lycée Gautier. C’est un établissement de près de 2 000 élèves, avec 55 classes, de la sixième à la terminale, situé près de Radio Alger, au pied d’une volée d’escaliers surplombant la mer. Il est moins bourgeois et prestigieux que “Bugeaud”, mais sa cote est bonne. L’établissement est d’ailleurs réservé en majorité aux “Européens”, et si les deux fils “indigènes” de Feraoun y suivent leur scolarité, c’est grâce à Colette Roblès, la femme d’Emmanuel, une institutrice. Elle a ses entrées au rectorat et a pu les parrainer.

La guerre s’est invitée dès le premier jour à Gautier : c’est en face de son portail qu’en novembre 1954 a explosé l’une des bombes du FLN, lors de la fameuse nuit de la “Toussaint rouge” qui a fait basculer l’Algérie dans l’insurrection. Plus tard, lors de la semaine des barricades, en janvier 1961, le lycée est occupé par l’armée française. Le bac de Mokrane, fixé en juin 1962, est reporté.

Mokrane Feraoun est un garçon très grand mais pas très épais, à la santé fragile, qui souffre d’asthme. Un taciturne aussi, “le taiseux de la famille”,

disent tous ceux qui le connaissent. Est-ce sa pente naturelle ? Ou le choc de l'assassinat de son père ? Je ne sais pas. À Paris, la famille Feraoun est injoignable et il me faut sans cesse tenter d'ordonner les confidences des uns et des autres comme les pièces d'un puzzle géant.

Après la boucherie de Château-Royal, Ali fréquente l'institut d'agronomie d'El Harrach et s'inscrit à l'université française René Descartes pour préparer un diplôme d'anthropologie sociale et culturelle – mais à distance, depuis Alger, car en fils aîné il veut veiller sur sa mère. Sa sœur Zedjiga, dite Didji (que Mouloud Feraoun avait inscrite d'office, petite, dans une école de garçons), s'apprête à devenir l'une des premières directrices d'école d'Algérie. Mokrane rêve lui d'intégrer la plus prestigieuse des écoles de commerce. Les "prépas HEC" sont à Paris. Il choisit de s'exiler en France, où des cousins acceptent de l'héberger.

Pharmacienne, sociologue, professeure, architecte, ses sœurs cadettes sont toutes demeurées au pays après l'indépendance, comme Ali. "Mouk", c'est le surnom de Mokrane, poursuit lui, son enseignement en classe préparatoire au lycée Lakanal de Bourg-la-Reine et ne retrouve l'Algérie que lors des vacances scolaires. En 1964, il intègre la fameuse école de Jouy-en-Josas. À la sortie, il devient chef d'une entreprise de sécurisation de données, un métier pas encore à la mode, mais plein d'avenir.

L'année de son bac, il avait rencontré une jeune lycéenne du même âge que lui, Yamina, devenue très tôt orpheline et élevée par les Sœurs blanches, des missionnaires présentes en Algérie. "Mina" vient de la grosse ville de Relizane, à une centaine de kilomètres à l'est d'Alger. Elle est issue d'une riche famille de pharmaciens, bien plus installée que les Feraoun. Elle est élégante, cultivée, mais elle n'est pas kabyle. Elle épouse Mokrane et s'installe avec lui à Paris. Le couple n'a que 25 ans lorsqu'en 1969 naît Malik, leur premier enfant. La grand-mère, "maman Yé", veuve de Mouloud Feraoun, se propose de garder pour trois ans son petit-fils chez

elle, comme elle l'a fait pour le "premier" d'Ali, entre le quartier algérois d'El Biar, où elle a pu acheter une maison grâce aux droits d'auteur de son mari, et la maison familiale de Tizi Hibel.

Sans porter le deuil, elle garde dans les plis de sa mémoire le souvenir de l'assassinat de son mari et des cinq années de terreur où elle craignait tant pour lui. "Quand elle arrivait chez elle au village, elle ouvrait le portail du bas du jardin et celui d'en haut, 'pour que tout le monde sache que la famille est arrivée'", me raconte une de ses amies. Tout Tizi Hibel accourait partager des gâteaux sur la tombe de l'écrivain. Pour l'Aïd, c'étaient les fenêtres de la maison qui restaient grandes ouvertes : "Comme ça ceux qui sont dans l'au-delà vont venir", disait la veuve de l'écrivain assassiné.

Il y a mille manières de convoquer les morts. "*Akenath lakharth adassen*", "Les gens de l'au-delà reviennent visiter les lieux dans lesquels ils ont vécu", c'était celle de Dehbia Feraoun, en kabyle.

Elle joue bien davantage que son rôle de grand-mère. Dans la maison de famille, au cœur des montagnes, cette femme intelligente et drôle comme l'était son mari raconte aux petits la Kabylie. C'est elle qui transmet tant qu'elle peut la culture berbère à la "troisième génération". Chez Mokrane, cette génération s'appelle Malik, donc, mais aussi Ania et Nadia, nées en 1971 et en 1979, et puis Nasrine et Narjisse les petites dernières, des jumelles nées comme leur frère et sœurs à Paris, en juillet 1980.

Mokrane Feraoun a choisi d'installer sa famille dans le XVI^{e} arrondissement, près de la Maison de la Radio, un petit "village" tranquille dans Paris, du côté de Passy. Mais les enfants vont à l'école dans le Quartier latin. Mokrane et sa femme ont fait des pieds et des mains auprès d'une élue française d'origine algérienne pour scolariser les enfants sur la montagne Sainte-Geneviève, à Henri-IV et à Louis-le-Grand, des collèges et lycées prestigieux dont la renommée traversait la Méditerranée. Les adresses inscrites sur les dossiers scolaires sont-elles réelles, ou

arrangées ? Les jumelles se déclarent en tout cas domiciliées dans le V^{e} arrondissement, rue de Navarre, rue de Latran, rue de la Santé. Mokrane comme ses frères et sœurs est “né dans une école”, et pour leurs enfants, lui et sa femme – qui a fini ses études de pharmacie – exigent l’excellence, comme naguère son père pour les siens, comme son grand-père pour “Fouroulou”.

Est-ce pour se rappeler à l’Algérie ou s’échapper de chez lui que Mokrane Feraoun participe au lancement de la station de radio France Maghreb, en novembre 1987 ? Il est entraîné dans l’aventure par un ancien journaliste de la radio algérienne, présentateur sportif au journal télévisé à Alger, Brahim Hadj Smail, débarqué à Paris au début des années 1970. Le père des jumelles devient le responsable financier de cette FM fondée par le Franco-Tunisien Tarek Mami, symbole de l’âge d’or de l’intégration. Pendant huit ans, jusqu’en 1995, l’aventure absorbe tout le temps du père de famille devenu “chef d’entreprise”. Il s’y rend tôt le matin et ne la quitte que tard le soir. Toujours accompagné, se souvient un fondateur de la station, d’un certain “Patrick”, présenté comme un “gendarme”, mutique comme un arbre, posé près de lui tel un garde du corps. De cette époque il ne reste qu’une trace sur le web : une pétition de soutien que Mokrane Feraoun signe en 2004 pour le président du MRAP Mouloud Aounit – un kabyle comme lui.

“Mina” élève les enfants, surveille les devoirs, fait réviser chaque été le programme entier de l’année à venir pour qu’ils soient les meilleurs à l’école. Les jumelles, des filles sérieuses à la peau pâle, blondes et discrètes, grandissent sans laisser de souvenirs précis à leurs camarades. Jamais elles ne se font remarquer, même si elles ne se ressemblent pas tant que ça. Ceux qui les côtoient parlent d’ailleurs déjà de Nasrine, plus ronde dans ses vêtements sages que sa sœur, moins rieuse ou souriante, en disant “l’aînée”. Moins douée à l’école aussi. Elle a redoublé sa troisième, au

grand désespoir de sa mère, peine au collège Henri IV, et multiplie les absences. Dans la marge d'un bulletin scolaire, elle a 9 ans, un professeur a noté : "élève sensible et fragile dont on ne peut prévoir le comportement pour l'année à venir." Le 28 janvier 1993, trois ans plus tard, elle copie sur une feuille volante : "je vais essayer de mieux travailler et de faire mes devoirs à temps et de ne pas oublier mes affaires." Dans sa signature encore enfantine, le "N" de Feraoun devient aussi l'initiale de Nasrine.

À 19 ans, elle réussit néanmoins à s'inscrire en médecine, à la suite de sa sœur jumelle. Mais la future mère de famille doit bifurquer en dentaire. La spécialité ne lui plaît pas. Une de ses amies se souvient aussi qu'on l'appelait "la fille catastrophe" : un jour, elle manque de mettre le feu au labo. Elle rate la spécialité en orthodontie, et se rabat sur un diplôme d'université d'orthodontie, DU suivi entre 2006 et 2008 à la Pitié-Salpêtrière. Grâce à un concours réservé à des étudiants en médecine, l'autre jumelle, Narjisse intègre de son côté en 2002 l'École normale supérieure, et se lance dans de longues et brillantes études d'ophtalmologie qui la passionnent.

9

Noces

Éric David a grandi dans les quartiers favorisés du sud de Marseille, où il est né juste après l'élection de François Mitterrand, fin décembre 1981. En 2001, cet étudiant sérieux et filiforme à la fois geek et fort en thème, fait partie de ce petit lot de "cracks" décrochant toutes les grandes écoles. Quand cinq ans plus tard, il autoédite ses fiches de cours (en général, on se contente de les revendre), il précise : "Éric David, ancien élève du lycée Thiers de Marseille, qui a réussi les concours de Polytechnique, Ulm, Centrale et les Mines en 2001."

Ce solitaire peu bavard choisit Polytechnique. À 20 ans, il part en stage sur le porte-avions *Charles de Gaulle*, dans l'océan Indien, comme officier de marine au grade d'enseigne de vaisseau de 2e classe. À l'école, il s'investit dans une association de jeux de rôle qui une fois par an, organise "Les Rencontres rôlistes de l'X", célèbres dans le milieu. Il la préside même en 2001 : "innombrables soirées à jouer, rire, et laisser filer la nuit dans ce théâtre permanent qu'est le jeu de rôle", se souvient l'un de ses amis. Après deux ans à Palaiseau, dont il sort parmi les dix premiers de sa promo, il intègre, en 2004, Télécom Paris, une école d'ingénieurs de très

bon niveau. Il y rencontre l'une des filles de Mokrane, qui le présente à Nasrine, étudiante en dentaire.

Pourquoi la petite-fille de Mouloud Feraoun est-elle séduite par ce garçon taiseux au nom juif qui a préféré une école militaire française à Normale Sup' ? Elle est fascinée par les pedigrees brillants, ceux qui faisaient rêver sa famille. L'X, c'est encore mieux que HEC. Éric David préfère comme elle se réfugier dans d'autres mondes, devant son ordinateur. Les noces ont lieu le 25 juin 2005, à la mairie du XVI^{e} arrondissement, où toute la famille de Mokrane Feraoun s'est installée à quelques rues les uns des autres. Nasrine Feraoun devient Nasrine David. Elle a évidemment choisi pour témoins sa jumelle Narjisse, qui étudie toujours rue d'Ulm, ainsi que son frère aîné Malik. Comme toujours, tout reste en famille.

Éric, qui a perdu sa mère cinq ans plus tôt, a choisi pour l'accompagner à l'hôtel de ville de l'avenue Henri-Martin sa parente Elisabeth, ainsi qu'un de ses rares amis, un Bordelais rencontré à Palaiseau, introverti et pas très doué non plus pour les relations sociales, Charles-Éric. Selon la coutume, les copains à bicorne dressent au-dessus des mariés une haie d'honneur, leurs épées de polytechniciens.

Deux ans plus tard, fin 2007, naît Allan, le premier enfant du couple. Nasrine s'est inscrite au tableau de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes d'Île-de-France et travaille comme salariée dans des centres dentaires de la capitale. Sans enthousiasme. Elle réfléchit à s'éloigner de Paris. Pourquoi pas un pied-à-terre où sa jumelle viendrait passer les week-ends et les étés au frais ? Narjisse s'est lancée dans une thèse de médecine sur l'uvéite auto-immune, maladie sévère responsable de 10 % des cécités de l'adulte, un labeur en forme de sacerdoce.

Un dentiste de Vernon proche de la retraite recherche justement un collègue prêt à l'aider à alléger ses semaines avant de lui transmettre son affaire. Dans cette petite ville de l'Eure, une maison attend aussi un acquéreur. "À vendre, deux pas centre-ville et gare SNCF, maison 152 mètres carrés, comprenant rez-de-chaussée, entrée, spacieux salon, belle cuisine aménagée et équipée, salle à manger, belle pièce de vie lumineuse et à l'étage trois belles chambres avec rangements, douche, grande salle de bains parentale avec jacuzzi." Il y a même un garage et un jardin de 300 mètres carrés exposé plein sud. 300 000 euros, la maison est un peu chère, mais les David-Feraoun obtiennent un prêt et ne négocient pas le prix : c'est pour eux.

Une "petite ville silencieuse", disait Fernand Léger, du moins durant cette première décennie du siècle. Basse, claire et lumineuse : Vernon est alors beaucoup plus calme que Mantes-la-Jolie, la station précédente sur la ligne Paris-Saint Lazare-Rouen du TER Normandie, et à moins d'une heure de la capitale. Deux immenses parkings entourent la gare, et au loin les collines boisées et drues du Vernonnet dessinent comme un écrin. Le matin et le soir, un tiers des 25 000 habitants de la ville s'en vont puis reviennent de Paris, parfois en râlant, car les cheminots de Rouen sont toujours les premiers à faire grève. Vernon est une ville de passage.

Moins de quelques mètres plus loin, les jardins des maisons réchappées des bombardements allemands du 8 juin 1940 ont les couleurs de Bonnard et de ses étés en Normandie. Depuis les larges trottoirs, j'aperçois à travers quelques fenêtres des carreaux de faïence bleus et blancs, comme volés à la cuisine de Monet, dans sa maison toute proche de Giverny. Celle que je viens visiter se cache derrière des acacias, sa grille est rouillée et cadenassée, et ses volets fermés depuis longtemps. Des ronces d'un mètre de haut mangent le jardin et sa table en marbre noir et aux pieds sculptés de caryatides. Une sonnette – sans nom – pendouille, à moitié déglinguée. La boîte aux lettres dégorge ses prospectus gondolés. Le nom des David-

Feraoun a disparu, effacé. Il n’y a plus de trace de la famille rue Paul-Doumer à Vernon.

Pourquoi suis-je à la fois si impatiente et angoissée, en pénétrant par effraction dans l’ancien pavillon ? Sans doute parce que lorsque des esprits résistent au mystère, on espère que l’âme de murs par lesquels ils sont passés permette de les entendre. Je dois déambuler dans une maison hantée de présences incertaines et énigmatiques. Guère d’autre choix. L’appartement suisse de Montreux, sous scellés, ne me sera jamais ouvert. Je ne rencontrerai jamais le jeune Allan, “physiquement rétabli et pris en charge par le Service vaudois des curatelles et tutelles professionnelles”, mais sur lequel veille à raison la justice suisse, qui appelle à la plus grande “retenue à l’égard de ce mineur.”

Des trois adultes – un père ingénieur en systèmes de sécurité, sa femme dentiste, sa belle-sœur ophtalmologue – je n’ai que de mauvaises photos abandonnées par d’autres sur des réseaux sociaux ou des vidéos professionnelles qui n’éclairent pas grand chose. Et encore : Nasrine, l’épouse, a tout nettoyé. Le mystère reste entier et l’énigme du suicide des David-Feraoun m’emmène à Vernon devant cette maison abandonnée.

Le bien a été acheté par les David en 2008 grâce à un emprunt, savent toutes les agences du coin. Au départ, “la dame” comptait bien s’installer. Elle s’inscrit dès juin 2008 au tableau de l’Ordre des chirurgiens-dentistes de l’Eure. Mais le couple ne se rend finalement à Vernon que les fins de semaine, selon les seuls voisins qui les ont rencontrés, c’est-à-dire la voisine, une retraitée à la mine rude et aux cheveux courts, qui lorgne avec agacement sur les arbres du jardin mitoyen : il n’y a personne pour les tailler et leurs ombres envahissent son jardin. “Ils arrivaient le vendredi soir en voiture pour repartir à la fin du week-end. Le samedi, ils s’en allaient

vers 9 heures dans leur Mercedes bleue. Où ? Je ne sais pas. Ils revenaient vers 17 heures. Même chose le dimanche. Ils n'habitaient pas vraiment ici."

Depuis leur départ, fin 2012, personne n'a habité le pavillon. Le couple en voulait trop cher, puis a trouvé la mort, et "les banques en sont maintenant propriétaires", m'explique un agent immobilier. À droite, le jardin est envahi d'arbres à papillons, de leur vrai nom Buddleia de David. Alexandre, un scénariste cultivé du voisinage et auteur de plusieurs livres, m'explique que dès 1943 les cours des bâtiments rasés ou en ruine du centre de Vernon en étaient recouverts. "Les arbres à papillons poussent sur les terres 'de drame' ou les sols à l'abandon", dit-il.

Des squatteurs ont trouvé au sous-sol, via la porte de la cave, une manière d'entrer dans la "maison abandonnée". Je suis leurs traces. D'épais rideaux à ramages sont encore accrochés aux fenêtres. Un *swingball* de jardin a été abandonné avec sa raquette. Par qui ? Pour jouer avec le petit Allan, 6 ans ? Les "placards intégrés" de la cuisine "tout équipée" ont été vidés depuis longtemps par les occupants clandestins. J'entends leurs pas au premier étage, sans doute pas très rassurés par ma voix et celle d'Alexandre. Je n'ai pas peur des fantômes, mais je m'arrête au milieu de l'escalier.

Après un drame aussi opaque, où les coupables ont disparu, les réponses prennent la forme de questions et les questions ressemblent à des esquisses de réponses. Chacun réécrit les faits, réinterprète les gestes, investit les êtres de ses propres obsessions et chimères. Certaines agences immobilières vernonnaises assurent que le couple s'était fait construire une baignoire digne de Shéhérazade, avec des robinets en or et des mosaïques mauresques ou "arabes" – j'imagine quelque chose comme les installations de la vitrine de ce palais du mauvais goût aujourd'hui fermé, rue du Faubourg-Saint-Antoine à Paris, qui m'avaient toujours fascinée, avec leurs tapis imitation

panthère, leurs statues rococo, leurs pianos blancs et leurs escaliers à la *Scarface*. En réalité, il s'agit d'une simple baignoire "balnéo", d'une robinetterie en laiton et de carreaux bleus et blancs d'inspiration portugaise. Et la voisine est formelle : cette déco kitsch, c'était celle du propriétaire qui a vendu la maison aux David-Feraoun. Après eux, rien ou presque n'a bougé dans la maison. Le couple s'était contenté de planter deux thuyas pour cacher leur demeure à la vue des passants.

Ils ne reçoivent aucune visite, aucun ami ne passe, hormis les visites régulières de la belle-sœur et d'un certain Nicolas, rencontré à Normale Sup', dont Narjisse est amoureuse.

Il n'y a jamais un enfant pour jouer avec le petit Allan dans le jardin de Vernon. Il vit en compagnie des adultes – ses parents, sa tante, parfois son oncle. Six mois après leur mariage, Éric David et sa femme Nasrine ont commencé à couper les ponts avec leurs parents respectifs. Nasrine persuade Éric que sa famille n'est ni sympathique ni respectable. À la sienne, elle ne donne aucune nouvelle ou presque. À peine si "Mina" et "Mouk" Feraoun sont avertis de la naissance de leur petit-fils. Selon la voisine, ils ne mettent jamais un pied à Vernon.

Après deux ans passés chez France Télécom, Éric David a intégré en 2006 le département informatique du ministère du Budget, puis il entre aux Affaires étrangères, et enfin au ministère de la Santé et des Sports, où il devient adjoint au sous-directeur des systèmes d'information. Nasrine a repris elle le cabinet du docteur Bernard Dereudre, un stomatologue de Vernon bien plus âgé qu'elle, soucieux de prendre sa retraite. Il se trouve rue des Soupirs – les soupirs des malades d'une ancienne léproserie du Moyen Âge. Un calvaire, une croix très simple de saint Lazare, le patron des lépreux, marque l'entrée de la rue, à quelques mètres du cabinet.

10

La fuite de Vernon

“J’admire ma sœur”, confie la dentiste Nasrine David à l’un de ses patients croisés devant le Monoprix de la place centrale de Vernon, tandis que Narjisse fait quelques courses. “Nous sommes fusionnelles.” Autant la nouvelle praticienne de l’Eure tient le reste de sa famille à distance, autant le lien quotidien avec sa jumelle s’est renforcé. Il n’y a de place pour personne d’autre dans sa vie, hormis son fils et son mari Éric, qui semble si épris. Plusieurs personnes m’ont raconté avec quelle douceur ce grand homme sec à petites lunettes regardait sa femme et lui caressait les cheveux.

À Paris, “l’aînée” des jumelles ne conserve que des connaissances, quelques relations professionnelles nouées lors de ses études. Le 15 février 2010, à 22 h 27, elle envoie un e-mail à dix dentistes qui ont suivi comme elle le DU de la Pitié, décroché juste après la naissance de son petit garçon. Elle propose un dîner de promo (qui n’aura jamais lieu, par manque d’enthousiasme général), mais ce n’est de toute façon pas l’objet de son envoi. “Bonjour tout le monde, j’ai créé avec mon mari un logiciel de gestion du cabinet qui fait également les analyses céphalométriques et qui reprend l’idée de mon mémoire version progiciel. Voici le site Internet et la

photo de démonstration de mon fils.” Elle ajoute un smiley et envoie des “bisous à tous”.

Nasrine David joint à ses collègues un lien vers Orthopack.fr (site aujourd’hui désactivé) sur lequel, explique-t-elle, elle a utilisé des clichés de son enfant de face et de profil, pour les besoins de ses démonstrations. Son mémoire récapitulait et classait des méthodes thérapeutiques en fonction des diagnostics mais aussi des profils de chacun (typologies ethniques, radiographies de profil de la tête et analyses permettant des mesures d’angles pour appréhender le type de dysmorphoses maxillo-mandibulaires ainsi que le type de croissance prévisible du patient). Elle en propose une forme de version appliquée et animée, mise au point avec son mari, illustrée de photos de son fils.

Au centre de l’univers professionnel de Nasrine David, il y a des bagues, des appareils dentaires, des élastiques intermaxillaires, des diagnostics de chirurgie orthognatique, des extractions de prémolaires. Grâce aux classifications qu’elle propose, chaque orthodontiste pourra prescrire plus facilement tel ou tel type d’appareillage dentaire. “Intéressant et contributif” : son mémoire avait plu à ses professeurs. Mais Vernon est moins enthousiaste. Le dentiste qui l’a accueillie pour soulager ses semaines est tombé malade, et meurt en mai 2011. La jeune femme de 30 ans se retrouve désormais rue des Soupirs avec le docteur Margeridon, de vingt-deux ans son aîné.

Leurs débuts sont “idylliques”, dit-il, mais bien vite les relations s’enveniment, et l’association professionnelle vire au cauchemar. La docteure accuse son confrère de détournement de clientèle, de vol, mais aussi de maltraitance psychologique. Elle suggère même qu’il est responsable de la dépression qu’elle traverse. Une “manipulatrice”, s’est étranglé le praticien aujourd’hui à la retraite devant une caméra en rappelant

que Nasrine David a été déboutée de sa plainte, des manières de “paranoïaque”.

Nasrine s’aménage donc en juillet 2011 un nouveau cabinet dentaire au rez-de-chaussée d’une charmante maison de Vernon, achetée à son nom et avec un nouvel emprunt. Elle s’y rend avec son fils, qui n’a pas encore l’âge d’entrer en primaire, mais ne fréquente pas la maternelle, en tout cas pas dans la commune : la mairie est formelle, il n’existe “aucune trace” d’une inscription de l’enfant, y compris en cours préparatoire, dans la petite ville de l’Eure. Les patients se souviennent de petites affiches, dans la salle d’attente, indiquant que “tout acte de maltraitance ou de malveillance à l’encontre du personnel donnerait lieu à des poursuites”. C’est précisément l’inverse qui se produit.

Nasrine n’a pas la douceur de sa sœur ophtalmologue. Elle semble impatiente, méfiante, et brusque parfois certains patients. À un garçon de 15 ans dont le pansement est s’infecté, elle reproche de ne pas se laver les dents assez souvent ; à une mère de famille, elle refuse sèchement un rendez-vous en urgence pour son enfant. Fin 2012, elle se met en arrêt maladie. À certains, elle parle d’une grossesse pathologique : un an et demi après son installation en solo, la dentiste est en effet enceinte de son deuxième enfant. À d’autres, elle évoque sa dépression. Elle assure qu’elle est suivie, et sous traitement.

Que se passe-t-il dans la tête de Nasrine Feraoun ? Sa sœur, l’ophtalmologue s’est mariée, et en février 2010 son époux, Nicolas, s’est installé à Lausanne. Encore un brillant scientifique, encore un passionné de “sécurité”, comme le père des jumelles, encore un informaticien comme Éric David. L’ancien lycéen de Janson-de-Sailly a été reçu deuxième à Ulm (mais aussi admis à l’X), et a soutenu à moins de 30 ans, en 2008, une thèse de doctorat d’État après ses quatre ans passés au département

d’informatique de Normale Sup’. C’est un cryptographe, comme on dit dans le métier, très exactement un spécialiste des “cryptosystèmes à clef publique” inventés par Diffie et Hellman en 1976, et qui régissent notre vie quotidienne, permettant le commerce électronique, l’usage de cartes bleues ou de consoles de jeux…

Il a rejoint les équipes de l’École polytechnique fédérale de Lausanne pour un post-doctorat en cryptographie et une durée indéterminée : “entre six mois et trois ans et demi”, indique le chercheur à ses amis sur Facebook. Il ajoute en riant : “À défaut de quitter la planète, je quitte la France.” Sa femme l’a suivi et décroche le poste prestigieux de cheffe de clinique de l’Unité de la rétine au sein du service ophtalmologique des Hôpitaux universitaires de Genève. Sa sœur reste seule à Paris. Nasrine a perdu Narjisse. Et si Nasrine déprimait à Vernon pour cela ?

En 2011, la jeune ophtalmologue doit soutenir sa thèse à la faculté de médecine de Nancy et met la dernière main à ses remerciements. Chez les filles Feraoun, les seules traces d’intimité se trouvent en annexe de leurs travaux. “À mes parents, mon frère Malik, mes sœurs Farisa, Nadia et Nasrine, et mes beaux-frères Éric et Cédric, merci de m’avoir entourée de votre affection et de votre soutien tout au long de mes années d’études, écrit-elle. Vos conversations enrichissantes, votre amour et vos encouragements m’ont portée pendant toutes ces années. Je remercie particulièrement ma sœur Nasrine pour son soutien incommensurable, ses relectures attentives du manuscrit, et ses suggestions.

À mon mari, Nicolas dont l’amour et le soutien m’ont été si précieux pendant tout l’accomplissement de ce travail. Ses conseils, ses encouragements et sa tendresse m’ont permis de passer cette épreuve et me donnent la joie d’espérer pouvoir passer avec lui les suivantes que pourra m’apporter la vie. À mes neveux et nièces adorés, Allan, Inès, Emma, Lyna et Adam, vous êtes mes petits rayons de soleil.”

À la fin de son congé maternité, en juin 2013, la dentiste Nasrine David ne revient pas à son cabinet, confié à des remplaçants et déserté depuis dix mois. Elle prépare son départ en Suisse et n'a aucune intention de retourner à Vernon. Ses patients apprennent le dernier jour de novembre 2013 que le cabinet ferme définitivement "pour raisons familiales", une attitude désinvolte qui explique entre autres l'afflux de plaintes (uniquement au civil) auprès des instances médicales de la profession. "Les traitements d'orthodontie sont souvent longs, deux ou trois ans, et lourds, m'explique le président de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes. Perdre son dentiste, c'est se retrouver un peu orphelin."

Lorsque la chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des chirurgiens-dentistes de Haute-Normandie se penche à l'automne 2014 sur l'exercice du "docteur David" dans son deuxième cabinet de Vernon, elle dresse le portrait d'une femme qui ne rêve que d'une chose : fuir. L'Ordre rappelle la demande faite par la dentiste "d'établir, le 9 avril 2013, le certificat de situation professionnelle réclamé et adressé le même jour au service chargé à Lausanne des autorisations d'exercer concernant les professionnels de santé", alors qu'elle se trouve officiellement en congé maternité. Il note qu'elle répond aux courriers du conseil alternativement d'une adresse vernonnaise, ou d'une adresse suisse. "Le docteur David a sciemment planifié son départ pour l'étranger, écrivent les déontologues régionaux de la profession, en se désintéressant totalement du devenir de ses patients et en se déchargeant de ses responsabilités sur son personnel auquel elle a donné son cabinet en gérance."

Nasrine David ne se rend pas à l'audience publique du 30 octobre 2014 à Rouen. Pour la représenter, elle a choisi l'avocat français Fabrice Di Vizio, qui défend depuis toujours des professionnels de santé (cinq ans plus tard, il assure la défense de Didier Raoult et devient chroniqueur pour

l’émission de Cyril Hanouna). Elle a refusé de communiquer les coordonnées de son assurance professionnelle et seché toutes les tentatives de conciliation avec des professionnels ou des patients. L’un d’entre eux l’accuse pourtant de “soins ayant entraîné des souffrances physiques” à sa fille de 12 ans, un autre d’une “luxation définitive des ATM” (l’articulation entre l’os crânien et la mandibule).

Toutes ces doléances qui surgissent d’un coup, ces ennemis autour d’elle, sont une “machination” organisée par des patients “décidés à lui nuire”, plaide son avocat. À l’entendre, Vernon s’est liguée contre elle, et ses dentistes avec. L’Ordre n’est pas convaincu. Elle écope d’une interdiction d’exercer une activité professionnelle de six mois et d’une amende de 300 euros pour avoir délaissé sa clientèle depuis les derniers mois de 2012, sans prévenir.

Les David ont en effet quitté Vernon sans crier gare, du jour au lendemain, comme si le Conseil national de l’ordre des médecins allait les jeter en prison. Comme si des hordes de patients pouvaient encercler leur maison, comme si des créanciers s’apprêtaient à leur réclamer de rembourser leurs emprunts sur-le-champ, comme si un danger les menaçait, derrière les collines de Vernonnet. “Ils n’ont pas même pris un camion de déménagement, tout s’est fait en voiture”, dit la voisine de la rue Paul-Doumer. La maison au jacuzzi, proche de la gare, est mise en vente 300 000 euros, quasiment son prix d’achat.

Le charmant cabinet médical est aussi proposé aux agences immobilières de Vernon. Un ostéopathe parisien soucieux de se mettre au vert se montre vivement intéressé. Il doit patienter un moment : Éric et Nasrine David guettent en effet le feu vert de leurs créanciers, car comme pour l’autre maison : ils sont liés à leurs emprunts. Trois ans après leur départ précipité, le bien est finalement négocié à trois quarts de son prix

initial dans une étude notariale versaillaise où le chef de famille se rend seul, muni de la procuration de sa femme.

“Tout était resté en l’état dans le cabinet”, me raconte l’ostéopathe de Vernon en sirotant un whisky glaçons dans l’ancienne salle d’attente devenue un coquet salon. “Un départ à la cloche de bois, comme si on leur avait dit : ‘Vous avez trois heures.’” La fuite de Vernon. À l’étage, des ballons et des jeux d’enfants, ceux d’Allan. Au rez-de-chaussée, abandonnés le fauteuil de dentiste, “le matériel médical, la poudre pour les pansements dentaires”, détaille depuis son canapé moelleux le “repreneur” de Vernon. “Elle avait même laissé deux cents mâchoires sur les étagères !”

C’est sur cette évocation d’une forêt d’incisives et de molaires que je me décide à quitter la compagnie de mon hôte. Je ne veux pas rater le dernier train pour Paris-Saint-Lazare. J’avale le fond de mon verre et lève les yeux vers une lithographie d’un tableau de Monet – *La Tamise à Charing-Cross*. L’ostéopathe suit mon regard tout à coup fixé sur un drôle d’œilleton blanc dans un coin du plafond. Il devance ma question :

— Madame Feraoun a aussi laissé des caméras de surveillance. Du “Verisure”. Trois dedans, une dehors.

11

Vingt orphelins

“Le 15 mars 1962 a fait 20 orphelins.”

J’ai pris rendez-vous dans un café avec Jean-Philippe Ould Aoudia. Ce médecin a passé trente ans à essayer de faire la lumière sur le massacre du 15 mars 1962 – la mort de son père, celle de Feraoun, de quatre autres inspecteurs de l’Éducation nationale –, et c’est honteuse que je dois avouer à ce monsieur de 82 ans venu me rejoindre à l’autre bout de Paris que je suis moins là pour lui parler de Château-Royal que du drame de Montreux.

— Je me suis plongée dans ce sinistre épisode de la guerre d’Algérie…

J’entends ma voix mal assurée se perdre dans des tas de circonvolutions. “Je vous explique ce qui m’amène, ce que je cherche exactement, les questions que je me pose, comment vous pourriez m’aider…” Jean-Philippe Ould Aoudia n’a pas la réputation d’un homme facile. J’ai lu ses nombreux comptes rendus de travaux et rapports sur les ouvrages des uns et des autres sur la guerre d’Algérie, ou la mémoire de la colonisation : il a la critique rosse et aime la précision. Je me lance et décide d’aller au but. “Vous avez le droit de vous lever et de quitter la table

si vous trouvez mes questions et mon intention indécentes.” Et j’évoque le “suicide collectif” du 24 mars 2022.

Un long silence s’installe à notre table de bistrot. Je guette chaque tressaillement de son visage un brin sévère. Et puis, tout à coup, il lâche cette phrase, onze mots qui tissent un fil invisible entre lui, le valeureux fils de Salah, l’innocent fusillé, et elles, les deux jumelles du balcon de Montreux, les petites-filles de Mouloud Feraoun : “Le 15 mars 1962 a fait six victimes et vingt orphelins.”

Ould Aoudia est de ceux, rares, qui ont tressailli lorsque les médias ont donné les noms des victimes du “drame de Montreux”. Il n’avait jamais entendu parler des jumelles Feraoun, ni d’Éric David. Mais l’ancien étudiant en médecine se souvient bien de ce professeur à lunettes et à moustache croisé à Alger, entre 1960 et 1961, lorsqu’il était chargé d’aller ouvrir le portail toujours prudemment fermé à clé en bas du jardin de leur maison, dans leur quartier de La Redoute. “Il me disait : ‘Alors, Docteur, ça marche les études ? Ce sont les jeunes comme vous qui sont la relève de l’Algérie…’”

“Ce qui me vient à l’esprit quand vous me parlez de Mouloud Feraoun ? Sa bonté et son grand front. C’est comme ça que je l’ai reconnu à la morgue de l’hôpital Mustapha d’Alger où il avait été transporté après le massacre de Château-Royal. Comme j’étais étudiant en médecine, ils m’ont demandé de venir dans les salles mortuaires identifier les corps des fusillés. Ils avaient été étendus sur le sol. Je ne les connaissais pas tous et je n’ai pu reconnaître que mon père, malgré les deux balles dans le front qui l’ont défiguré, et Feraoun.”

Aujourd’hui je me demande ce qui lui reste de ces images. Je n’ose pas lui poser la question. Jean Lesne m’a raconté le souvenir brûlant de son père, l’après-midi du 15 mars 1962, chaussant ses bottes en caoutchouc et

aspergeant la cour de Château-Royal au tuyau d'arrosage pour nettoyer la mare noire figée au sol après l'exécution de ses collègues. Ali Feraoun n'a pas oublié non plus le visage de son père à l'hôpital, "tout glacé" au milieu d'une centaine de cadavres, ceux de la veille et ceux du jour. "Le recteur nous avait dirigés vers la morgue, ma mère et moi, nous ne savions même pas ce que c'était, me dit-il. Ils avaient entreposé des centaines de corps humains sur des paillasses en faïence, chacun avec un sparadrap au poignet portant son nom. Il y avait une odeur de chair qui m'a pris à la gorge. J'ai eu de grosses nausées, je me suis nourri de pain et de thé pendant huit à dix mois." Depuis ce jour-là, Ali est végétarien. Quant à Mokrane, le père des jumelles, il disait à ses amis que le simple fait de prononcer l'acronyme "OAS" lui "déclenche une crise d'asthme".

"C'est une drôle d'entreprise dans laquelle vous vous lancez là, me dit Jean-Philippe Ould Aoudia en évoquant mon enquête sur Montreux. Je connais la solitude et les abîmes de la recherche. Moi-même je m'y suis frotté : le massacre de Château-Royal, j'étais seul face à une énigme." Quelques investigations ont été lancées après le meurtre collectif du 15 mars 1962. Dans les archives déposées à Pierrefitte, l'enquête se limite aux dépositions de madame Marchand, de madame Basset et de madame Lallemand, la secrétaire du service. Juste quelques pages volantes. Rien de plus. Personne n'a été inculpé pour avoir assassiné Marchand, Aoudia, Feraoun, Eymard, Basset et Hammoutène. Le chef du commando, Roger Degueldre, a été condamné à mort par la cour militaire de justice le 20 juin 1962 et exécuté au Fort d'Ivry pour 11 chefs d'accusation. Mais le crime de Château-Royal n'y figure pas, alors que la police connaissait son implication.

Quels esprits meurtriers étaient à la manœuvre dans ce massacre ? Qui avait bien pu renseigner les tueurs de l'OAS et donner les informations sur cette réunion ? "Il y avait beaucoup de choses qui clochaient dans le

déroulement de cet attentat, et lorsqu'il y a quelque chose qui cloche, c'est qu'on est à côté du bon diagnostic. Quand on a un enfant qui tousse, qui a des petits points blancs sur la face interne des joues, mais qui se mouche, on se dit : 'Ce n'est pas la scarlatine, c'est plutôt la rougeole.' J'ai mené mon enquête de manière clinique, c'est ma formation de médecin. Un jour, je me suis demandé pourquoi ce 15 mars 1962, le préfet Petitbon, qui n'appartenait ni aux Centres sociaux, ni à l'Éducation nationale, était convoqué à cette réunion, et pourquoi ce 15 mars il était absent. L'OAS infiltrait tout : ce ne pouvait pas être un hasard."

La lumière lui est apparue en lisant la somme de Rémi Kauffer sur l'OAS, parue en 1986 chez Fayard. De nombreuses pages sont consacrées à Petitbon. L'auteur y raconte un homme "double". Petitbon était ce fonctionnaire qui, au début de l'année 1961 à Alger, discutait au nom de Paris avec une faction civile de l'OAS ; il existait un projet de partition de l'Algérie, un plan oublié et longtemps ignoré. Mais il était aussi le trait d'union entre le gouvernement français en Algérie à l'époque, réfugié à Rocher Noir, à quelques dizaines de kilomètres d'Alger, et les scissionnistes de l'OAS. "La personne qui parle avec l'organisation criminelle, c'est Petitbon", s'enflamme Aoudia de l'autre côté de la table de bistrot. Avait-il été prévenu de ce qui se tramait le 15 mars 1962 ? Doit-on expliquer ainsi son absence le jour de la tragédie ?

Des années de recherches souvent obsessionnelles ont permis à Jean-Philippe Ould Aoudia de lever un autre lièvre. Sur le papier qu'Anglade, le jeune blond de l'OAS, a tiré de sa poche, le 15 mars 1962, dans la salle de réunion de Château-Royal, les noms des victimes étaient inscrits par ordre alphabétique. "Marcel Aymard" venait en premier. Or, Aymard s'écrit en réalité Eymard. Le patronyme était mal orthographié dans le registre des Centres sociaux, et l'erreur avait été recopiée par le commando : preuve que la liste des victimes fut dressée par des personnes bénéficiant de complicités

internes. En se plongeant aussi dans le procès “des Barricades”, Aoudia a souhaité faire remonter les responsabilités du crime de Château-Royal à l’armée française (le général Massu était préfet d’Alger) et à Jacques Soustelle, le parrain des Centres sociaux, “qui en restant muets n’ont rien empêché.”

Des années plus tard, lors d’un colloque organisé pour le quarantième anniversaire de la guerre d’Algérie, il a fait une dernière découverte. Il a appris de la bouche d’un partisan de l’Algérie française que l’homme qui avait imposé le nom de Mouloud Feraoun sur la liste des victimes était l’ex-sous-préfet du village kabyle des Ouadhias, Jacques Achard. Cet homme désinvolte qui, en 1957, avait menacé Feraoun dans le bureau du capitaine de Fort-National, le traitant de “troufion”…

“Le drame de Montreux pose des questions vertigineuses…” La nuit suivant notre rencontre, Jean-Philippe Ould Aoudia m’écrit un mail. Quelques détails supplémentaires sur la tuerie de mars 1962 lui sont revenus en mémoire. Je comprends surtout que notre rencontre a grippé la mécanique de l’oubli. Les souvenirs ravivés du massacre l’empêchent de dormir. “Mon père est mort. J’ai dépassé ça. Mais je reste toujours indigné et obsédé par le fait que des individus, prétextant défendre l’Algérie française, se sont arrogé, en toute impunité, le droit d’infliger une mort injuste et cruelle à six innocents.”

“Lorsque j’avais adressé le tapuscrit de *Château-Royal* en 1992, à Pierre Vidal-Naquet, ajoute-t-il, il m’avait écrit une lettre.” (L’historien le félicitait pour la “probité” et le “sérieux admirable” de son enquête). “Elle commençait par ces lignes : ‘D’un seul coup, vous m’avez replongé dans un monde que, plus ou moins confusément, j’espérais avoir oublié.’ Moi aussi, j’espérais avoir oublié.”

Jean-Philippe Ould Aoudia a souligné “j’espérais avoir oublié”.

12

L’exil

Sur l’acte de vente du cabinet médical de Vernon, en 2015, Éric David donne une adresse en Suisse, où il vit depuis le printemps 2014 avec sa femme et ses enfants : rue des Deux-Marchés, à sept minutes à pied de la gare de Vevey puis douze en train de Lausanne, où le chef de famille polytechnicien “pantoufle” depuis quelques mois chez ELCA Informatique, entreprise privée suisse spécialisée dans les logiciels pour professionnels, par exemple de billetterie en ligne.

Éric David est d’abord parti en éclaireur s’installer seul dans cette charmante ville médiévale de bord de lac. Il a pris un petit appartement rue du Collège, le temps que sa femme et leurs deux enfants le retrouvent. Une petite Elena Michèle Mariam est née le 6 avril 2013, à Paris, et tous les quatre investissent un bel appartement avec trois chambres au deuxième étage, dans une de ces ruelles pavées, commerçantes et désormais piétonnes qui longent la place du Marché et participent du charme coquet de Vevey où vient les rejoindre leur belle-sœur.

En Suisse comme en France, les voisins n’ont pas envie de fouiller leur mémoire et d’exhumer leurs souvenirs du séjour des David-Feraoun dans leur immeuble. C’est un peu comme si le fait divers pouvait contaminer leur

tranquillité. Évoquer cette famille, c'est entrer dans leur histoire par effraction, se retrouver lié par une forme de proximité, mettre un pied malgré soi dans la malédiction. Les résidents de Vevey ont le même réflexe que celui des dentistes qui ont travaillé avec Nasrine Feraoun dans l'Eure – le déni, la crainte, le silence. Était-ce cette étrange superstition, peut-être, qui m'avait aussi empêchée de monter au premier étage de la maison au jardin d'herbes folles de Vernon ?

Pour assurer son avenir en Suisse, Nasrine Feraoun avait sollicité l'Ordre des dentistes de Haute-Normandie et obtenu "une attestation certifiant qu'aucune sanction n'a été prononcée à son encontre", sorte de certificat de bonne conduite. Le document était arrivé au service chargé à Lausanne des autorisations d'exercer trois jours après la naissance du bébé. Le document permet à la dentiste, désormais installée de l'autre côté de la frontière, de trouver du travail dans un centre d'orthodontie de Bulle, douce ville posée à la porte d'entrée de la Gruyère. Mais pourquoi une autre adresse, au 13, route du Pavement à Lausanne, est-elle notée sur certains formulaires administratifs ? C'est comme si, de Paris à Vernon en passant par Lausanne et Vevey, les David semaient, ici et là, des bases arrière, volant d'adresse en adresse.

Les autorités suisses ignorent que la mère de famille a été condamnée à six mois d'interdiction d'exercer par la chambre disciplinaire de première instance de Haute-Normandie. Informé en 2015, le Service de la santé publique de Fribourg, le canton dont dépend Bulle, lui retire alors son autorisation de pratiquer. Nasrine cesse alors de travailler. L'année suivante, son mari se met à son compte, à domicile, comme consultant indépendant. La famille David vit désormais repliée à la maison, en vase clos, à l'écart du monde, et, pour la première fois, pour la maman et sa petite fille, de manière illégale. Car au moment où elle quitte Vevey, en avril 2016, la dentiste signale aux autorités suisses un déménagement au Maroc avec sa

fille de 3 ans. Elle n’a plus d’existence administrative en Suisse et assure être partie de France, c’est du moins ce que croient l’état civil du canton de Vaud, mais aussi certains membres de sa propre famille.

Depuis la parenthèse de Vernon, en 2008, le couple ne donne plus de nouvelles à leurs familles. Le copain de l’X, celui qui a envoyé un mail à sa promo en apprenant qu’Éric David était mort avec sa famille, confirme qu’ils ont rompu avec leurs tout derniers amis en s’installant en Suisse. “Je me permets ce mail collectif car il […] est peu probable que ceux qui étaient proches de lui à l’époque apprennent son décès et celui de sa famille par ses proches, il n’en n’avait pour ainsi dire quasiment plus. Je l’ai revu régulièrement jusqu’en 2012, nous continuions le jeu de rôle avec quelques autres […], et puis il a déménagé et nous ne nous sommes jamais revus. Ni lui ni moi je pense, n’avions de grande capacité à entretenir des relations à distance, et il avait déjà largement commencé à se couper des autres.”

C’est comme si la mère de famille organisait leur disparition. Seule sa sœur a gardé un lien avec l’extérieur, grâce à son mi-temps. Sur les baux qui suivent celui de Vevey, il n’y a désormais plus de “monsieur et madame David”, seulement un “Éric David”. D’ailleurs, après 2020, Éric David, “ingénieur” ou “manager”, ne renseigne plus sa profession dans l’annuaire de l’X, ni son adresse. Effacée du pays comme on efface un historique d’ordinateur, la famille habite pourtant au bord du Lac, fort bien cachée. On a toujours très bien vécu incognito en Suisse, notamment pendant la guerre d’Algérie.

Soixante ans plus tôt, lorsque Mouloud Feraoun commençait à sentir la peur étreindre son ventre et quittait précipitamment la Kabylie et Fort-National, le pays était surnommé “la planque”. Étudiants, activistes, politiques, une colonie algérienne s’y était réfugiée. Au départ, la Suisse est officiellement pro-Algérie française, mais deux ans seulement après le

début des “événements”, elle change de ligne diplomatique. C’est le fait d’un homme : Max Petitpierre. Chef du département politique fédéral, c’est-à-dire ministre suisse des Affaires étrangères, ce protestant respecté confie dès 1956 qu’il n’y a “d’autre solution” que la négociation pour l’indépendance. En 1959, il condamne l’usage de la torture par l’armée française. Alors, après l’échec des négociations autour du cessez-le-feu de Melun, en juin 1960, la France et l’Algérie font appel aux bons offices de la diplomatie de ce pays “neutre”. Sans siéger à la table des négociations, la Suisse joue les médiateurs dix-huit mois durant.

Les rencontres, souvent secrètes, ont lieu à Lucerne, à Neufchâtel, et à Lausanne, où l’Hôtel d’Orient sert de bureau officieux au FLN à partir de 1958. Les délégations algériennes s’installent à Bois d’Avault, à l’extrémité du lac, près de Genève, ou au Signal de Bougy, en terres vaudoises : leur adresse pour la signature des accords de paix entre la France et le Gouvernement provisoire de la République algérienne, le GPRA. Diplomates, police, armée, la Suisse déploie les grands moyens et devient une plaque tournante pour les armes et les fonds du FLN. Les cotisations versées par les Algériens domiciliés en France transitent de l’autre côté des Alpes. C’est en Suisse aussi que les livres interdits en France sont publiés. Le patron des Éditions de Minuit, Jérôme Lindon, a pris langue avec Nils Andersson, un jeune homme de 25 ans, fondateur d’une revue poétique, *Pays du Lac*, avec Jacques Chessex. *La Question,* le livre publié par Minuit d’Henri Alleg, militant du Parti communiste algérien, dénonçant la torture, est saisi par la justice française un mois après sa parution, mais paraît aussitôt aux éditions La Cité, à Lausanne. Même destin pour *La Gangrène* de Bachir Boumaza, qui détaille les tortures subies par cinq étudiants algériens au siège parisien de la DST, rue des Saussaies. Encore un récit choc jugé “infamant” et affabulateur par le ministre de la France d’outre-mer de l’époque, Gaston Defferre.

Les leaders algériens se sentent à leur aise en Suisse. Le canton de Vaud est francophone, et pour peu que l'on ferme les yeux et qu'on laisse son esprit dériver sur les quais bordés de palmiers de la Riviera vaudoise, on peut imaginer les rives de la Méditerranée. Ferhat Abbas adore Lausanne, cette ville en pente douce dont les terrasses et les encorbellements ruissellent jusqu'au Léman, cousine éloignée d'Alger la blanche et de ses constructions étagées. Le représentant modéré du mouvement indépendantiste est devenu l'ambassadeur de la cause algérienne. La Suisse comprend qu'il peut être amené à négocier avec la France et à jouer un rôle dans la future Algérie indépendante, et lui octroie en 1957 une autorisation de séjour pour lui et sa famille, à Montreux, où le FLN tient alors une permanence à l'Hôtel des Palmiers.

Dans cette ravissante pension aujourd'hui détruite, Ferhat Abbas reçoit Abderrahmane Farès, futur président de l'Exécutif provisoire algérien – et surnommé "le pèlerin de Montreux" –, comme l'avocat et homme politique algérien Ahmed Boumendjel. L'éditeur Nils Andersson, 90 ans aujourd'hui, connaît cette histoire par cœur. "Après l'indépendance, beaucoup d'Algériens, dont les diplomates du FLN, sont restés attachés à la Suisse, me raconte-t-il. Leurs enfants s'y sont souvent installés. Je pense à Ahmed Ben Bella, le premier président de la République algérienne, qui revient sur la rive droite du Léman un an après le coup d'État de Boumédiène, ou à ce 'chef historique' de la révolution algérienne, le Kabyle Hocine Aït Ahmed, ou bien encore à Bachir Boumaza", l'auteur de *La Gangrène*, le futur ministre, qui meurt lui aussi à Lausanne…

Je retrouve Nadir (le fils de l'avocat du FLN Ali Boumendjel assassiné en 1957, et le neveu d'Ahmed, l'habitué de l'Hôtel des Palmiers) dans un café de Versoix, non loin de Genève. Nadir Boumendjel s'est installé en Suisse comme gériatre en 1991 et donne encore des consultations à Onex. "Savez-vous qu'il y a aujourd'hui 150 médecins algériens installés sur la

Riviera ?” demande-t-il. Il me déroule avec calme et gentillesse son histoire familiale. “Mon grand-père a été l’un des premiers instituteurs algériens nommés pendant la colonisation. Il n’y en avait que cinq en 1935. Puis il a été l’un des premiers directeurs d’école. Mon père naît en 1919, la même génération de martyrs que Mouloud Feraoun”. Je note qu’il parle au présent.

— Mon père veut faire médecine, mais le lobby des médecins pieds-noirs avait tout bloqué. Ils sont cons, ils l’ont laissé devenir avocat… J’avais 8 ans quand il est mort. Son corps pesait 18 kilos, alors que mon père fait 1 mètre 87 pour 100 kilos. Le cercueil avait été plombé, pour qu’on ne voie pas tout ce qu’ils lui ont infligé”, confie-t-il. Je devine qu’autant que la mort de son père, le déni de vérité sur son décès, ce cercueil aveugle aux regards, refermé sur un silence français, le mine aujourd’hui encore. “Au lycée de Ben Aknoun, j’avais comme prof de français et de latin le linguiste Mouloud Mammeri, l’homme qui a fait passer le berbère du dialecte à la langue. C’est dans cette école que j’ai entendu pour la première fois parler de Mouloud Feraoun. J’ai entendu crier : ‘On vient d’assassiner six personnes près du lycée !’ Les jumelles Feraoun étaient des filles fragiles.

— Mais vous les connaissiez ?

— Non. Mais c’étaient *forcément* des filles fragiles. N’oubliez pas que nous vivons tous ici en exil. Ce n’est pas simple l’exil. Les Berbères sont encore plus fragiles que le reste des Algériens. Et puis, évidemment, il y a la mort de leur grand-père. On souffre par procuration. Ma famille l’a vécu : la perte de mon père, ça a fragilisé deux cents personnes au moins. Il y a eu [il cherche le mot] une fission dans la famille, comme on dit pour une bombe atomique, des retombées radioactives. Des divergences d’opinions sont devenues des lignes de force. Ça vous suit toute une vie des assassinats comme ça ; nous avons tous été perturbés dans notre existence. Mon frère Sami est mort d’un

arrêt cardiaque, mais au fond il est mort de tout ça, la rancœur, la frustration, son combat pour la vérité. Quant à ma mère, elle ne vivait que dans le souvenir de mon père. Vous voyez, quand elle a été enterrée à Alger auprès de son mari, à l'été 2020 (une petite tombe toute simple à la Georges Brassens), eh bien je n'ai pas été aux obsèques en Algérie. C'était le Covid, et puis… et puis ça use de se retrouver piégé dans un destin. Ça use."

13

L’école à domicile

“La joie d’espérer pouvoir passer avec lui les [années] que pourra m’apporter la vie”, écrivait l’ophtalmologue à propos de son mari dans sa thèse de doctorat en médecine, soutenue en 2011. Depuis, Narjisse a divorcé. Il n’est pas simple pour un homme de partager la vie d’une femme qui ne peut s’épanouir loin de sa jumelle. “Toutes deux étaient particulièrement soudées. C’était important pour elles de vivre ensemble, c’est d’ailleurs ce qui a mené à notre divorce”, a simplement commenté l’ancien époux au moment du drame, dans *Le Temps*.

Après Vevey, la jeune ophtalmologue ne quitte plus sa sœur. En novembre 2019, les jumelles emménagent à Montreux, au pied de la tour d’Ivoire. Pour elle, le 37, avenue du Casino, un studio au cinquième étage ; pour la famille David, un appartement de cinq pièces, le numéro 35, au septième étage. Leurs deux halls d’entrée ne sont distants que de quelques mètres, mais les deux bâtiments communiquent via le sous-sol et les parkings. S’il faut rejoindre l’appartement de sa sœur, Narjisse Feraoun n’a pas besoin de sortir au grand jour. Un cordon ombilical invisible à l’œil extérieur les lie grâce à ce passage souterrain.

À chaque déménagement, les jumelles s’élèvent davantage. Cette fois, c’est presque une tour de guet. À vingt-cinq mètres de haut, l’appartement domine le fameux casino, dont les Feraoun doivent connaître l’histoire, même si elle ne figure pas sur les dépliants touristiques. L’endroit a inspiré un tube planétaire. En 1971, lors d’une performance de Frank Zappa, un type, un de ses fans, avait tiré une fusée éclairante en l’air. Le plafond s’était embrasé, dévastant l’établissement, sans faire de victimes. Du balcon de l’Éden Palace, où les Deep Purple séjournaient avant un enregistrement, le bassiste du groupe, fasciné par la fumée glissant sur le Léman, avait réuni les musiciens ; et sous leurs doigts était sorti l’un des plus longs *riffs* de l’histoire de la guitare :

We all came out to Montreux
On the Lake Geneva shoreline
To make records with a mobile
We didn’t have much time
Frank Zappa and the Mothers
Were at the best place around
But some stupid with a flare gun
Burned the place to the ground

Smoke on the water, a fire in the sky

Sur le palier du septième étage, trois appartements : les voisins du numéro 71, l’esthéticienne du 73 en face, et les nouveaux arrivants. La vue est pour eux : 180 degrés sur le lac depuis deux balcons en quinconce, le même, très exactement le même éblouissant panorama offert soixante ans plus tôt par l’ancien Hôtel des Palmiers où Ferhat Abbas menait ses négociations. C’était au 45, avenue du Casino, à dix numéros de là.

Dans ce récit, je bute sans cesse sur de petits cailloux blancs, des “coïncidences exagérées”, pour reprendre le titre d’un roman. À moins d’être malhonnête, le journaliste ne peut pas en faire grand-chose : ces correspondances, ces dates, ces numéros de rue ne signifient rien. J’ignore si les petites-filles de Mouloud Feraoun savaient que leur trottoir avait été foulé par d’anciennes figures de la Résistance algérienne. Peut-être même auraient-elles détesté cet entrechoquement des mémoires, elles qui ne parlaient jamais, ou si rarement, du pays où étaient nés leurs parents.

En 2019, Elena a 6 ans, l’âge d’aller en classe, mais comme pour son frère de 12 ans, l’école se fait à la maison, avec leurs parents pour professeurs. “La famille ne choisit pas de s’installer dans le canton de Vaud par hasard, souligne devant moi le commissaire Sauterel. L’enseignement à domicile est plus facile en Suisse romande qu’ailleurs. Ça, nous avons pu le documenter.” Les petites-filles de l’instituteur Mouloud Feraoun, pour qui l’école était la seule croyance, ne veulent pas laisser leurs enfants se mélanger à d’autres. À l’une de leurs rares confidentes de Montreux, elles expliquent avoir “souffert du racisme” à Paris, lorsqu’elles étaient collégiennes ou lycéennes. Ou encore qu’Allan avait été pris à partie par des camarades lors de la récréation. Dans quel établissement ? Mystère. “Nous n’avons pas mené d’investigations sur une scolarisation de cet enfant en Suisse ou ailleurs”, répond le commissaire Sauterel.

Je pense à cette nouvelle écrite par Mouloud Feraoun, *Jour de rentrée*, éditée il y a peu par une maison d’édition algérienne. Cette courte fiction ressemble à un cauchemar d’enfant. Premier jour d’école pour un petit Feraoun de 7 ans. Son oncle le pousse dans les jambes de l’instituteur, qui rebaptise le jeune Mouloud Aït-Chabane en Feraoun. Dans la cour, les enfants se moquent : “Firoun”, “Fraoun”, “Faroun”… “J’étais déçu et misérable. J’en voulus à mon oncle. Et depuis ce temps-là, je porte un drôle de nom que par pure vengeance, je transmets à chacun de mes enfants […].

J’ai gardé cuisant le souvenir de cette matinée d’octobre où je me senti publiquement ridiculisé, et j’ai toujours l’impression que je fus ce jour-là victime d’un accident fortuit que j’eusse pu éviter.”

À Montreux, les cours des enfants se font dans le lumineux cinq-pièces face aux montagnes. “Ça avait l’air très sérieux”, raconte une jeune femme qui tient un ravissant salon de thé à deux rues de l’immeuble, et fréquenté dès son ouverture en 2021 par les jumelles. “Nasrine ne sortait que lorsque les leçons étaient finies, en fin d’après-midi. Une ou deux fois, elle m’a dit : ‘Il faut que je me sauve, c’est l’heure des devoirs.’” Parfois la dentiste montre fièrement les photos de son fils et de sa fille à la jolie dame du salon. Narjisse, elle, parle de ses neveux en disant : “Mes amours.” “Ils sont comme mes enfants.” Mais c’est toujours seule, le dimanche, qu’elle vient s’installer au fond du salon pour mettre en ordre les dossiers de sa patientèle – strabisme, myopie, cataracte, dans le décor minimaliste de la confiserie. Les enfants ne l’accompagnent jamais. Jamais ils ne sortent sans adultes. Jamais ils ne descendent jouer sur la pelouse de la Tour d’Ivoire.

Comme son beau-frère, Narjisse Feraoun a abandonné avec ce nouveau déménagement toutes ses ambitions professionnelles. Elle a quitté les Hopitaux universitaires pour un poste à la Clinique de l’Œil de Sion, à une demi-heure de Montreux. À Genève, elle était pourtant devenue une référence. C’est elle qu’on avait envoyée exposer à la radio publique suisse RTS, en mai 2014, les risques de la “lumière bleue” des LED auxquels les Occidentaux sont exposés sept heures par jour. La “doctoresse” expliquait alors de sa voix douce que “pour la première fois de notre histoire, nous n’avons jamais été autant [exposés] à la lumière bleue” émanant des tablettes, des écrans d’ordinateur, des téléphones. Elle posait des questions plus qu’elle n’y répondait, s’animait face au journaliste – on entend son joli rire en cascade. “Oui, cette lumière est très différente de celle dont l’humain a l’habitude et pourrait provoquer un jour des risques de lésions sur la

rétine”, dit-elle. Dans ses mots posés, sa prudence toute scientifique et cartésienne, on devine la crainte de basculer dans une extrapolation irrationnelle.

Elle est la seule à fréquenter le monde extérieur, quoique désormais à mi-temps. C’est assez pour payer son loyer, mais aussi les charges de sa sœur et de son beau-frère. Éric David travaille toujours à son compte, chez lui. Les balcons ouverts sur les portes-fenêtres accueillent une table de jardin et un vélo d’appartement. Quelquefois, les voisins croisent la famille au complet s’échapper du parking dans leur Opel, ou sur les quais pour des promenades au milieu des jardinières multicolores, des canards colverts, des mouettes rieuses et des statues érigées à chaque Biennale de Montreux, comme ce spectaculaire *Jeune garçon posté en haut d’une échelle*, une sculpture de 3 mètres 50 de haut pour laquelle l’artiste a écrit ce texte :

> Courageux, il brave la nuit.
> Sur son échelle dans la brume,
> il est léger comme une plume.

Leurs flâneries solitaires se prolongent à la nuit tombée, à rebours des habitudes et des emplois du temps. On s’endort tard, très tard chez les David-Feraoun. Vivre à contretemps évite de rencontrer des âmes contrariantes dans un univers si hostile, répète depuis longtemps la dentiste. “Elle me disait souvent : ‘Dommage qu’il y ait tant de méchants, il faudrait les mettre en prison’”, se souvient la dame aux thés. L’idée du suicide de ses habituées lui a paru si improbable qu’elle était allée témoigner devant la police vaudoise.

Elle a spontanément expliqué aux policiers que contrairement à ce qu’elle lisait dans la presse, elle avait connu deux femmes aimables, souriantes, parfois accompagnées d’un Éric David poli, patient et serviable.

“Un jour, il avait téléphoné à sa femme depuis l’appartement, elle lui expliquait quoi emporter dans la valise. Il obéissait. Elles me disaient qu’ils se promenaient en voiture dans le Valais ou faisaient du shopping le samedi à Lausanne.”

Elle se souvient aussi des jumelles évoquant des contes pour enfants, peut-être des histoires lues à la petite fille avant de s’endormir, une manière immémoriale de s’évader d’un monde charriant son lot de périls sans cesse renouvellés.

14

Le virus et la guerre

“‘Il pleut sur la ville’. Les lampadaires sont allumés depuis deux heures. Ils éclairent des façades muettes aux volets clos, aux portes closes. La ville est silencieuse, elle se terre, sournoise, hostile, apeurée…”

Les David-Feraoun n’ont pas passé un an à Montreux que le Covid-19 a débarqué. Tout près de chez eux. C’est par l’Italie que l’épidémie s’est abattue en Europe, en février 2020. Le virus parti de Chine s’est ancré de l’autre côté des Alpes, si l’on peut dire, dans la province de Bergame, une heure trente de route seulement depuis la frontière.

Comme les autres pays européens, la Suisse décrète un confinement. Pour les David, rester chez soi c’est presque continuer à vivre comme avant. L’épidémie offre un bon prétexte pour asseoir l’angoisse sempiternelle de Nasrine. “La ville est silencieuse, elle se terre, sournoise, hostile, apeurée…” Ces mots, ce sont ceux de Mouloud Feraoun, qu’il écrit dans son *Journal* le 1er novembre 1955 : tandis qu’en Algérie la guerre gronde, l’inspecteur d’académie exorcisait ses tourments en revisitant Verlaine.

Bergame n’est pas le premier foyer détecté en Europe, mais c’est celui qui comptabilise déjà le plus de morts. Plus de dix pages de “nécros”

chaque jour dans le quotidien local, *L'Eco di Bergamo*. Partout dans les reportages photos, à la télévision ou sur Internet, des tentes blanches, des cercueils alignés, au grand jour ou dans des entrepôts, comme dans la morgue de l'hôpital Mustapha à Alger, racontait la veuve de Mouloud Feraoun à ses enfants et petits-enfants, comme lors de ces tsunamis ou ces tremblements de terre ravageant des villes entières. La France explique que le cas de l'Italie n'a rien à voir avec celui des autres pays frontaliers, que les situations sanitaires sont très différentes, comme la pyramide des âges. La Suisse est plus inquiète. Bergame est à moins de 120 kilomètres de la frontière, et "c'est un élément important dans cette affaire", affirme le commissaire Sauterel, toujours aussi laconique.

Dans leur appartement où les ordinateurs, tablettes et téléphones sont légion, les David-Feraoun vont consulter les sites capables de leur expliquer les dangers de la situation. Comme certains, mais de manière plus frénétique encore, ils se mettent à constituer des stocks. Enveloppes Amazon, caisses de bouteilles d'huile par dizaine, paquets de toutes formes et de toutes tailles, arrivages de fermes bio, médicaments, vitamines et cosmétiques, il y a parfois plus de vingt colis sur le paillasson des David, un amoncellement que les voisins excédés signalent ou photographient en douce – des clichés qu'on retrouvera dans la presse. À l'intérieur de l'appartement, comme dévoilé plus tard par les enquêteurs, des cartons empilés montaient le long des murs jusqu'au plafond.

Les congélateurs débordent de produits périssables : sept sacs de 35 litres ont été retirés par les enquêteurs. Tout est rangé avec un soin méticuleux. Les conserves, le riz, les pâtes sont même classés par date de péremption. "Mes clientes m'achetaient trente sachets de biscuits fins à la fois, parfois pour 1 000 ou 2 000 francs suisses, et des thés en vrac par paquets de 500 grammes", me raconte la dame du salon de thé. À la vente, maté "détox", rooibos "mélisse" ou chai "ayurvéda", mélanges "fleurs et

fruits” ou “fenouil-anis-cumin bio”, ou encore infusions “bien-être”… “Elles faisaient des provisions car pour elles le Covid était une catastrophe.”

Lorsque les vaccins arrivent enfin, les jumelles sont contre le Moderna. Pendant qu’à Paris leur sœur aînée, normalienne et ingénieure du Corps des mines, aide le gouvernement français à la mise en œuvre de la planification de sa politique sanitaire en dirigeant la task force “Tester Alerter Protéger” du ministère de la Santé, que leur jeune et brillant cousin immunologue met aussi sa main à la pâte (cela lui vaudra l’octroi d’une nationalité française qu’il n’avait jamais obtenue), les deux petites-filles de l’écrivain ancien directeur d’école, amoureux de la raison et des Lumières, sont devenues de farouches antivax. Elles ont tellement peur, depuis si longtemps, tous les jours : comment ne se méfieraient-elles pas d’un vaccin ?

Les vagues successives de contamination finissent par s’aplanir, moins contagieuses, moins funestes. Les jumelles se mettent à prendre l’air de nouveau. Depuis quelque temps, Nasrine, la grande sœur, “celle qui décidait de tout”, confirme un commerçant, marche avec une canne. Ça ne l’empêche pas de sortir avec son mari et sa sœur dans un Montreux qui s’anime à nouveau. L’anecdote date du mois d’octobre 2021. En fin d’après-midi, les deux sœurs s’installent à la terrasse du Mayfair House, l’un des plus vieux bars de la Grand-rue de Montreux. Un homme les rejoint un peu plus tard et commande un verre de vin blanc. Elles ont déjà payé, il tend sa carte de crédit. “Nous ne prenons pas la carte bleue à moins de 20 francs”, lui lance le serveur. Grosse colère de l’homme, qui veut en venir aux mains : “Bande d’imbéciles, vous ne savez pas faire des affaires !” Le patron de bistrot a fait défiler la scène captée par sa caméra de surveillance. Ce qui me frappe, c’est moins le coup de sang d’Éric David que le sermon que lui administre sa femme : “Arrête de te faire toujours remarquer…”

Dans le salon de thé qu'elles apprécient tant, il y a une musique apaisante. Après quelques semaines, les jumelles se laissent aller à des confidences. "Nasrine me disait qu'elles n'aimaient pas la France et préféraient la Suisse. Selon elle, la famille de son mari la méprisait et n'était pas aimable ; du coup il avait rompu avec ses proches. Elle trouvait que c'était un comble alors que sa famille était très importante. Il me semble qu'elle m'a parlé d'une famille royale ou de quelque chose comme ça. Ça m'avait étonnée. Je pensais qu'elles étaient orphelines. C'était un jour où des garçons avaient poussé de la musique arabe un peu fort dans leur voiture. Elles m'ont dit : 'On est algériennes.' Je ne l'aurais pas deviné."

Parfois, les jumelles s'en vont dîner à la brasserie de l'hôtel Helvétie, côté pair de cette avenue du Casino, une bonne adresse à moins de cent mètres de l'appartement. En tête-à-tête, vers 21 heures, en terrasse ou dans la salle de restaurant, quand elles n'emportaient pas des plats à la maison. Sur la carte, leur choix ne varie guère : deux Coca, deux cocktails sur mesure que les serveurs finissent par nommer le "cocktail jumelles" (rhum, poire, citron, limonade, "beaucoup de sucre", insistaient-elles), deux choucroutes, deux gratins de pommes de terre, deux desserts.

"L'OTAN au bord d'un conflit ouvert avec la Russie", annonce la presse suisse le 2 février 2022. Les jumelles passent beaucoup de temps à surveiller ce nouveau front sur leurs ordinateurs et leurs tablettes, suivant en détail la progression de l'envahisseur. Sans savoir s'il est du côté du Bien ou du Mal. "Je les vois encore me dire au revoir avec la main, on devait être autour du 20 mars…", soupire tristement la dame du salon de thé qui appréciait la compagnie de ces deux femmes aussi discrètes que leurs bijoux et leur léger mais coquet maquillage. Elles avaient pris rendez-vous chez leur coiffeur, avenue du Casino, le samedi 26 mars.

15

Tremblement de terre – Ô Lasnamia

“Le réveil fut brutal, semblable à la fin du monde.” Dans la nuit du 9 septembre 1954, à 1 h 11 du matin, alors que la ville entière dormait, un séisme d’une magnitude de 6,7 sur l’échelle de Richter a secoué Orléansville, sous-préfecture du nord de l’Algérie, sur les contreforts de l’Atlas, à mi-distance d’Oran et Alger. La mairie, la vieille mosquée, les écoles, les immeubles et les maisons, l’hôpital tout neuf, l’hôtel Baudouin, la pharmacie Carmagnol, l’épicerie-buvette Couturier, le cinéma en plein air Comedia, les anciens vestiges romains et un tiers de la ville s’effondrent en une montagne de gravats.

Ce n’était pas la première fois. La terre avait déjà tremblé en 1922 et en 1934. Mais ce séisme-là est particulièrement meurtrier : 1 340 morts et 5 000 blessés, le plus gros sinistre jamais connu en Algérie. La France met ses drapeaux en berne en signe de deuil. “Les habitants d’Orléansville ont cru voir la fin du monde”, rapportent les actualités cinématographiques de Pathé Journal en survolant au réveil les ruines de cette “paisible cité, frappée sans défense, en plein sommeil”. L’envoyé spécial s’est mis au diapason du ministre de l’Intérieur François Mitterrand pour commenter le

désastre : “Orléansville sait que dans cette catastrophe quelque chose sera à jamais irréparable.”

De cette apocalypse, il reste une longue plainte, “Lasnamia”. C’est l’une des centaines de chansons composées par Ahmed Wahby, le “barde oranais”. Chacun en Algérie connaît “Wahran, Wahran”, sa chanson déchirante, écho de sa propre vie de fils d’une française et d’un algérien qui pendant la guerre d’indépendance avait créé l’orchestre du FLN avant d’être expulsé de son pays. Il y revint cependant et y mourut en 1993. Il est plus qu’un auteur : un compositeur, un interprète, la mémoire d’une époque, dont les reprises de vieilles chansons du XVIII^{e}, du XIX^{e} et du XX^{e} siècle ont transfiguré les souffrances communes, comme le tremblement de terre d’Orléansville :

Dieu t’a affligée, toi la riche cité,
et nous a affligés avec toi
Les maisons se sont effondrées
sur l’innocence endormie
Le réveil fut brutal semblable à la fin du monde
Ce siècle est un désastre
et ses infortunes nombreuses

(Refrain)
Mon chagrin est infini, Ô Lasnamia
Une minute a suffi pour que l’Afrique entière
porte ton deuil

El Asnam, la veille paradis
est devenue cimetière
ses feux ont atteint les montagnes
jusqu’à Khemis Miliana

Aucun douar n'a résisté à l'hécatombe
Les cours des maisons sont devenues tombeaux,
Ô notre affliction

(Refrain)
Mon chagrin est infini, Ô Lasnamia
Une minute a suffi pour que l'Afrique entière
porte ton deuil

Les blessés et les morts extraits des décombres
sous les arbres, côte à côte alignés
Vieux et jeunes, hommes et femmes, toute la nuit jusqu'à
l'aube à l'agonie
ne t'impatiente pas Ô mon cœur

(Refrain)
Mon chagrin est infini, Ô Lasnamia
Une minute a suffi pour que l'Afrique entière
porte ton deuil

Dieu, reçois en ton royaume les défunts,
protège les orphelins et allège la douleur des blessés.
Inchallah, El Asnam renaîtra avec ses enfants
Et se relèvera notre terre débarrassée
de ses meurtrissures.

"Dieu, protège les orphelins", priait Ahmed Wahby. Pour conjurer le sort, Orléansville est débaptisée et redevient El Asnam, le nom d'avant la colonisation. Mais le vendredi 10 octobre 1980, en début de matinée, El Asnam, si fière de son titre de ville la plus neuve d'Algérie, puisque presque entièrement reconstruite après 1954, se tord à nouveau, comme

prise de convulsions. Trois heures plus tard, une nouvelle réplique d’une force inouïe, 7,2 sur l’échelle de Richter, surprend à l’heure de la prière les 120 000 habitants. La secousse, accompagnée d’un grondement monstrueux, dure cette fois quinze secondes et fait 2 633 morts, des milliers de blessés, de disparus et de sans-abri. C’est pire que vingt-six ans plus tôt.

À Paris, “Mina”, la femme de Mokrane Feraoun, vient à peine d’accoucher des jumelles. La malédiction se poursuit. En 1954, elle était devenue orpheline. Les Boukheloua, originaires de Relizane, tenaient une pharmacie à Orléansville. Parmi les victimes du tremblement de terre, elle était toute petite fille, il y avait son père et sa mère, les grands-parents de Nasrine et Narjisse.

16

L’Élysée

Depuis leur nid d’aigle de Montreux, les jumelles savaient-elles que le nom de Feraoun résonnait en ce mois de février 2022 dans l’un des salons du palais de l’Élysée ?

Dans un peu plus d’un mois, en mars, la France doit célébrer les soixante ans de la fin de la guerre d’indépendance algérienne. Le président de la République a décidé de poursuivre une politique de “gestes mémoriels” recommandée par l’historien Benjamin Stora dans un rapport remis un an plus tôt. Au rez-de-chaussée du palais, autour d’une table oblongue, une vingtaine d’interlocuteurs, d’historiens, de fonctionnaires de Bercy et du ministère des Armées planchent sur les derniers ajustements du projet de loi sur la reconnaissance et les réparations envers les harkis, ces anciens combattants supplétifs de l’armée française.

Affronter le souvenir de la guerre d’Algérie est l’éternel chantier des présidents français depuis un demi-siècle. Sollicité, Stora s’est penché à son tour sur cette “mémoire du malaise” née avec la guerre d’indépendance. En Algérie, certains accusent aussitôt l’historien de collaborer avec l’Élysée et lui reprochent de ne pas préconiser d’“excuses” pour “les crimes de la

colonisation”. Une frange de la presse s’abandonne à des attaques antisémites. En France, des universitaires critiquent de leur côté le manque d’ambition de son texte, des familles de victimes de l’OAS en font un “traître” à l’Algérie, d’autres lui reprochent d’avoir laissé dans l’ombre les drames entourant l’histoire des pieds-noirs et des harkis… Chaque mémoire blessée est à vif.

En 2021, son rapport avait convaincu Emmanuel Macron de rendre justice à Ali Boumendjel. “Au nom de la France”, le Président avait alors reconnu publiquement qu’en 1957 l’avocat algérien avait bien été “arrêté par l’armée française” et “placé au secret” ; et qu’il ne s’était pas jeté d’un immeuble du quartier d’El Biar, selon la version officielle transmise à la famille de la victime, mais qu’il avait été torturé puis assassiné. En 2022, c’est au tour de la mémoire des harkis d’être commémorée et reconnue par la République, bien que certaines associations de rapatriés s’estiment toujours abandonnées. Benjamin Stora a suggéré un hommage aux victimes de la rue d’Isly, cette foule d’“Européens” favorable à l’Algérie française qui avait été mitraillée pendant un long quart d’heure par l’armée devant la Grande Poste, en mars 1962. En réponse, l’Élysée a proposé un communiqué de presse, où il reconnaît un massacre “impardonnable pour la République”.

— Qu’est-ce que tu en penses, Benjamin ? demande le Président. Avec ça, on est assez équilibrés ?

Il sait que les plaies ne sont pas cicatrisées. Chaque camp est accroché à sa vérité intime, tout geste peut provoquer des tensions. Et il n’oublie pas la politique : l’élection présidentielle approche, l’extrême droite ne pourra que se réjouir qu’il célèbre Isly, même s’il sait que le geste risque aussi de braquer des historiens et de contrarier les familles des victimes de l’OAS.

— Il y a une autre chose qu’on pourrait faire ?

— On pourrait rendre hommage à Mouloud Feraoun, propose Stora. Le 15 mars 2022, ça fera soixante ans qu’il a été assassiné.

Le nom n’est pas inconnu du Président. Il en a lu le *Journal* – sans doute durant ces années où, travaillant comme assistant du philosophe Paul Ricœur, il fréquentait l’équipe de la revue *Esprit*. Feraoun était en lien avec les chrétiens anticolonialistes de la revue via Jean Amrouche, kabyle et romancier lui aussi, un pionnier des longs entretiens d’écrivains sur les ondes de la radio publique française. Amrouche avait été évincé fin 1959 de la RTF par le Premier ministre Michel Debré, alors même qu’il servait d’intermédiaire entre les instances du FLN et le général de Gaulle, dont il était un interlocuteur privilégié. Le poète s’était alors réfugié en Suisse et avait plaidé la cause de l’indépendance au micro de la Radio suisse romande.

— Très bien, approuve le Président en se tournant vers Cécile Renault, la maître des requêtes au Conseil d’État qui l’épaule alors pour mettre en musique et déployer le rapport Stora.

— On pourrait aussi faire poser une plaque à l’endroit où Feraoun et ses collègues se sont fait fusiller, ajoute Stora, qui ignore que Château-Royal est désormais une caserne militaire interdite au public. Et on envoie François déposer une gerbe de fleurs.

“François”, c’est François Gouyette, l’ambassadeur de France à Alger, en poste depuis l’été 2020. Et le 15 mars, c’est… presque demain. Le temps est compté.

Une voix s’élève dans le salon doré :

— Il faut prévenir la famille Feraoun. Il faut les associer. Quelqu’un les connaît ? Qui s’en charge ?

Autour de la table ovale, personne ne se souvient très bien qui a lancé cette phrase. Mais ce dont ils se rappellent tous, c’est que les yeux se sont immédiatement tournés vers Benjamin Stora. La famille Feraoun est si discrète qu’en France, personne ne les fréquente, même lui. “Et puis, à chaque fois, je me fais engueuler par les enfants ou les petits-enfants qui refusent tout hommage en bloc…” L’historien a un souvenir précis en tête.

Quand il avait fallu convier la famille Boumendjel à la cérémonie d'hommage rendue un an plus tôt, il s'était fait envoyer sur les roses par sa nièce, toujours pas remise du "mensonge dévastateur" de l'État français, et par Nadir, le fils d'Ali, ce médecin que j'ai rencontré dans un salon de thé près de Genève. "Ils nous ont ignorés pendant soixante ans, maintenant c'est trop tard", avait répondu au téléphone Nadir Boumendjel. Les quatre petits-enfants avaient fini par briser ses réticences, et pendant que Nadir se rendait à l'ambassade d'Algérie, ils avaient accepté l'invitation de l'Élysée pour entendre la France reconnaître son crime. Une phrase dans le communiqué soulignait ce pari de la transmission : "La génération des petits-enfants doit pouvoir construire son destin loin des deux ornières que sont l'amnésie et le ressentiment." La "génération des petits-enfants"…

"C'est à vous de prévenir les Feraoun, conclut Stora. Je n'ai plus de secrétaire, tous mes carnets et mes archives s'entassent chez moi… Vous avez vous les moyens de l'État !" À l'Élysée, personne ne se souvient non plus de l'ampleur ni de la durée exacte des recherches entreprises pour joindre la descendance Feraoun. Cécile Renault croit se rappeler avoir essayé mais avoir échoué à joindre les fils, filles et petits-enfants de l'écrivain kabyle. L'ambassadeur Gouyette adresse le 27 février 2022 – trois jours après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie – une invitation à la "direction du 'protocole' du ministère des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire" pour venir honorer de leur présence la cérémonie d'hommage.

"AMBASSADE DE FRANCE EN ALGÉRIE

Liberté. Égalité, Fraternité

N° CHAN/2022-0098126

Chancellerie

L’ambassade de France en Algérie présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger de la République algérienne démocratique et populaire – Direction générale du Protocole – et a l’honneur de l’informer du souhait de son Excellence Monsieur François Gouyette, ambassadeur, haut représentant de la République française en Algérie, de déposer une gerbe de fleurs, au nom de Monsieur le président de la République française, devant la plaque commémorant l’assassinat de Mouloud Feraoun et ses compagnons des Centres sociaux éducatifs, le 15 mars 1962.

Cette ambassade a également l’honneur de solliciter la présence des autorités officielles algériennes à cette occasion, notamment :

— M. Laïd Rebiga, ministre des Moudjahidines et des Ayants droit ;

— M. Abdelhakim Belabed, ministre de l’Éducation nationale ;

— M. Abderezzak Sebgag, ministre de la Jeunesse et des Sports.

L’ambassade de France en Algérie saisit cette occasion pour renouveler au ministère des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire les assurances de sa haute considération.”

Le 15 mars 2022, à 15 heures, soixante ans jour pour jour après le carnage de l’OAS, l’ambassadeur de France accompagné d’un seul ministre algérien (celui des Moudjahidines et des Ayants droit) vient déposer, au nom du président de la République française, une gerbe de fleurs et une plaque en hommage à Mouloud Feraoun. Même le conseiller pour les archives et la mémoire nationale du président algérien ne s’est pas déplacé.

À Alger, en France, en Suisse, sur tous les sites d’information, les médias se font l’écho d’une nouvelle guerre qui gronde aux portes de l’Europe. Comment les jumelles Feraoun, occupées à naviguer de site en site auraient-elles pu manquer l’annonce de cet hommage à leur grand-père écrivain ?

17

Paul-Brousse

Je prends rendez-vous avec le professeur Amine Benyamina, psychiatre à l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif. La chaleur écrase ce jour-là les bâtiments de briques rouges de l'Assistance publique, les malades sont réfugiés à l'ombre des jardinets. La famille du docteur Benyamina vient d'Oran mais il connaît bien la société kabyle, "celle où le nom du père compte plus que tout", insiste-t-il derrière sa barbe noire. Avant de s'envoler pour un congrès de toxicologie à Denver, il m'écoute parler du drame de Montreux.

Je m'étonne du silence autour de la filiation algérienne des jumelles. Pas une référence au nom même de Feraoun dans les communiqués de la police vaudoise, de rares et brèves évocations dans les médias, et encore, incertaines, je veux aussi savoir si la peur est transmissible. Il écoute puis me coupe la parole : "On ne peut pas porter le nom de Feraoun et mourir de cette façon, soixante ans très exactement après l'assassinat, sans qu'il y ait un lien ou au moins une piste à explorer…"

"Un nom peut être lourd à porter, continue-t-il. Dans la culture kabyle, chacun est 'le fils' ou 'la fille de'. Le poids du patronyme est très important. Celui de Feraoun, on imagine à quel point…" Il était celui d'une cible sur la

liste macabre des tueurs de l'OAS. "Il me semble en plus que les années passant, les circonstances de la mort de ce grand-père ont été figées dans le temps. Cet assassinat a pu revêtir une force plus grande au fil des ans, devenir un symbole sur lequel la descendance de l'écrivain a dû ensuite se construire." Amine Benyamina est né quatre ans après la guerre d'Algérie, mais les récits de ces années de plomb ont évidemment irrigué son enfance et sa jeunesse : son père est né en 1934.

"Mouloud Feraoun vivait dans la peur, évidemment, poursuit le psychiatre. La violence régnait dans son quotidien, et donc la suspicion. J'imagine qu'il était de ces intellectuels qui pendant la guerre d'indépendance algérienne avaient peur de tout le monde, y compris des Algériens, ou plutôt de l'image qu'ils renvoyaient chez les indépendantistes algériens. Feraoun se méfiait, et son élimination lui a donné raison. Vous connaissez la fameuse phrase attribuée à Woody Allen : 'Même les paranoïaques ont des ennemis…'"

Avant de me rendre à l'hôpital Paul-Brousse, j'ai lu quantité d'articles de revues scientifiques sur ce trouble psychiatrique si particulier qu'est la paranoïa, faite de "méfiance excessive et irrationnelle envers les autres" et d'"idées délirantes de persécution ou de complot", entraînant un "comportement étrange ou inhabituel" et obligeant ceux qui en souffrent "à interpréter les actions ou les intentions des autres comme étant délibérément menaçantes ou malveillantes", provoquant parfois des colères, isolant un peu plus les malades du reste de la société. J'ai besoin de savoir comment cette maladie peut puiser loin, très loin, dans une généalogie.

— Vous avez entendu parler des TSPT, les troubles du stress post-traumatiques ? me répond le docteur Benyamina. Par exemple, les gens qui ont vécu les attentats du Bataclan en 2015 sont sensibles à la moindre explosion, au moindre événement. Mouloud Feraoun a vécu la peur de manière réelle, objective. Mais cette angoisse a pu faire écho chez les générations suivantes. Il a probablement creusé malgré lui le lit

d’une décompensation pour une partie de sa descendance. Les petites-filles de Mouloud Feraoun ont pu construire une paranoïa a posteriori.
J’interromps son exposé.
— Vous voulez dire que le danger au milieu duquel Mouloud Feraoun a vécu, ces menaces de sang et de mort dans lesquelles il évoluait ont pu irriguer et créer, deux générations plus tard, un état traumatique ? Emmener certains membres de sa descendance vers une sorte de paranoïa par procuration ?

Amine Benyamina pose son stylo sur son bureau.
— Vous interrogez un psychiatre. Le mot paranoïa renvoie à une maladie très précise, et n’ayant pas connu ces personnes, c’est un diagnostic que je ne peux pas établir. Mais ce que je peux vous dire, en tant que praticien, c’est qu’il existe des paranoïas transgénérationnelles, des transferts entre générations… Je vais vous citer un exemple, l’histoire absolument édifiante d’une paranoïa familiale “léguée” que j’ai très bien connue. J’avais pris en charge une dame dont l’oncle d’origine algérienne vivait en Australie depuis des décennies avec une Australienne avec qui il avait eu deux fils. Elle me décrivait son oncle comme un homme brillant, très instruit, qui avait quitté son pays jeune pour mener des études universitaires aux États-Unis avant de rencontrer sa future femme. Il était très attaché à ses origines, même s’il tenait à vivre comme un Australien, ne pratiquait pas la religion musulmane et n’avait légué à ses enfants ni langue ni traditions. Mais la guerre civile et la décennie noire de 1990 ont ravivé le souvenir de l’enfance, et probablement réveillé aussi une identité refoulée. Ma patiente me racontait que son oncle s’était mis à appeler toute sa famille avec laquelle il avait pourtant rompu depuis des décennies, qu’il se sentait épié et menacé par les Occidentaux, qu’il doutait de sa propre femme. Ces événements sanglants l’avaient plongé dans un marasme et une grande dépression. Cet épisode s’est poursuivi et a nécessité un séjour

en hôpital psychiatrique. Le diagnostic posé et allégué penchait plutôt pour une dépression. En vérité, le tableau décrit ressemblait davantage à un véritable délire de persécution, qui a d'ailleurs conduit cet homme à mettre fin à ses jours.

Je le laisse poursuivre.

— … ce genre de drames sont autant de séquelles de la guerre d'Algérie, les familles peuvent s'enfermer dans un autre trouble, celui du déni. Le récit de cet événement chez ma patiente était motivé par le désir de comprendre ce secret de famille : la présence quasi obsédante de génération en génération d'un sentiment de persécution, d'hostilité et, très souvent, de réactions dépressives qui pour un certain nombre de membres de cette famille se sont conclues par des tentatives de suicide, aussi bien dans l'ascendance que chez les "collatéraux" de cette dame. Cet exemple et d'autres que j'ai pu connaître m'obligent à réfléchir à la paranoïa transgénérationnelle. Les preuves biologiques sont quasi inexistantes, mais la littérature scientifique la rapporte, les descriptions cliniques sont réelles et les récits familiaux également, comme celui dont je viens de vous parler.

J'écoute le docteur Benyamina évoquer d'autres cas, certains trop proches de lui pour qu'il ne développe davantage. Je lui demande avant de le quitter si la paranoïa peut être "contagieuse". Il répond sans hésiter :

— Elle contamine comme une tache d'huile. Le paranoïaque a une grande force de persuasion. Elle est capable de convertir des personnes, même les plus intelligentes. Au début, il y a un peu de résistance, mais le paranoïaque finit par pénétrer de manière implacable la logique des autres. Pendant la pandémie, le complotisme s'est développé dans les couples : on a vu beaucoup de cas de ce qu'on nomme les "délires à deux". La paranoïa peut aussi se développer dans le cercle familial. Elle devient alors très dangereuse si elle est assortie d'un délire de

persécution. On peut se supprimer et supprimer sa famille pour éviter d’être supprimé par l’autre.

18

Que faire de ces corps qui tombent

“Nous sommes de la police !” Le jeudi 24 mars, lorsque deux policiers frappent à la porte de l’appartement 72 du numéro 35 de l’avenue du Casino à Montreux, ce sont Narjisse Feraoun, la belle-sœur, suivie de Nasrine, qui sautent les premières du balcon : ce que les psychiatres appellent un “passage à l’acte”. Les jumelles ont donné l’exemple et ont basculé dans le vide l’une après l’autre, leurs vies définitivement mêlées jusque dans leur saut de la mort.

Parmi tous les points aveugles de cette “affaire”, demeure dans l’enquête de Montreux ce moment qui précède les sinistres plongeons saisis par les caméras du casino. Que s’est-il dit, que s’est-il joué, que s’est-il passé autour de l’escabeau qui leur a servi à sauter et devant la rambarde du balcon, sur la terrasse de ce septième étage ?

Il existe un récit fascinant de l’écrivain-reporter américain John D’Agata, *Que faire de ce corps qui tombe*, où l’auteur tente de reconstituer avec une précision millimétrique la chute en juillet 2002 d’un jeune homme de 16 ans du haut de la tour du Stratosphere Hotel de Las Vegas. Une verticale de 350 mètres, d’une durée de huit ou neuf secondes, a pris soin de

calculer l’essayiste. Huit ou neuf secondes, un instant pour les vivants, une éternité pour une existence qui passe de vie à trépas. Écrite pour la revue littéraire américaine *The Believer*, l’enquête de John D’Agata tente de s’abstraire du manque d’images de la chute de l’adolescent et de détails sur son parcours en comblant parfois les blancs – en “brodant”, pourrait-on dire. Après tout, qui se présentera pour le contredire ? Qui pour lui opposer une vérité que seul le suicidé emporte dans le secret de son saut ?

Ce qui rend le texte de John D’Agata si fascinant pour qui s’interroge sur cette frontière ténue entre l’écriture et les faits à rapporter, c’est le travail complémentaire du *fact-checker* débutant chargé par la revue de relire ligne à ligne le reportage et d’en recouper chaque information. Car Jim Fingal se montre aussi pointilleux qu’agaçant. Les e-mails du jeune relecteur en question sont d’une politesse exquise mais ses demandes si nombreuses et si précises que l’auteur devient fou : il pique des colères et finit par ne plus retenir ses mots. Leur correspondance électronique est publiée telle quelle et forme peu à peu un autre livre (en noir l’enquête, en rouge les échanges avec le “vérificateur”), savante conversation sur le genre de la non-fiction, son sens et ses limites. N’est-ce pas attenter au respect que l’on doit à un mort que d’imaginer les circonstances de sa disparition ? Jusqu’où pousser les questions et les investigations ? Le journaliste doit-il ou peut-il combler les interstices du réel et les angles morts, d’une caméra par exemple ? Si précision il y a, quel degré peut-on moralement tenter d’atteindre ? L’ouvrage de John D’Agata pose de vertigineuses questions.

Les corps des cinq Français ne sont pas tombés au même endroit. Pourquoi ? Les jumelles se sont écrasées en contrebas du balcon, alors que le père et sa fille ont atterri plus loin dans la rue, à quelques mètres seulement du tapis du casino, a noté la presse suisse. “Plusieurs paramètres, tels que le poids, l’élan, etc., peuvent influer sur la trajectoire d’une chute. Les enquêteurs n’ont toutefois rien relevé de suspect à ce sujet”, explique le

procureur au quotidien *Le Matin*. Certains médias croient aussi savoir qu'un arbre a stoppé la chute de l'adolescent. La réalité est plus terrible peut-être. Si un palmier a bien amorti le choc sur le bitume, c'est le corps des jumelles, dont celui de sa mère, qui a sans doute sauvé l'adolescent.

Éric David fermait la boucle funeste. Est-ce pour cette raison qu'il fut tant suspecté ? Ou bien parce que les voisins l'ont tout de suite décrit comme un homme peu amène, qui oubliait de dire "bonjour" ? La presse en tout cas attire l'attention sur le père de famille, qui se retrouve au centre de l'"affaire" de Montreux. Un "homme bizarre", raconte-t-on. D'ailleurs, il portait très souvent un short, même par grand froid. D'ailleurs, la voisine de la maison abandonnée de Vernon se souvient d'une remarque désagréable qu'il aurait faite sur leur mur mitoyen. C'est lui, l'homme, qui ouvrait la porte et la fermait. C'était forcément lui, le cerveau de ce suicide collectif et son grand ordonnateur. Un magazine français rapporte que ce fou de jeux de rôle était adepte d'interminables parties nommées "La disparition des enfants du baron", "Une lumière fantomatique" ou encore "Le zombicide". Un expert sollicité par un autre titre pour parler de "la figure du zombie" explique que c'est une image du double, de l'ennemi intérieur.

Une des sœurs, indique un journal, aurait sauté en "djellaba noire". Le commissaire Sauterel soupire : "Ils portaient des tenues de nuit, pas des vêtements rituels." Et quid de l'autocollant "*Jesus is the reason for the season*" sur la porte d'entrée ? Slogan mormon, assurent d'autres médias. Selon les voisins, des "ablutions" avaient lieu en pleine nuit, comme des "rituels de purification"… Des vapeurs d'encens se faisaient parfois sentir, paraît-il, devant leur porte d'entrée. Tout est suspect, la paranoïa s'étend d'elle-même, contagieuse : les jumelles achetaient des huiles essentielles, le père de famille était végétarien ; ah oui, aussi : l'une des sœurs se teignait les cheveux en "rouge" (vérification faite, plutôt un henné-auburn, d'origine

naturelle et sans ammoniaque, qu'elle apportait chez son coiffeur de l'avenue du Casino).

C'est à ce moment-là que survient l'épisode des capes. La presse signale que lors de leurs promenades en famille sur les quais de Montreux, les jumelles Feraoun étaient vêtues de "longues capes vertes", parfois "flottant derrière leurs épaules", précise un autre titre. Un hebdomadaire ajoute qu'Éric David "aurait porté, un jour, un étrange accoutrement : une chasuble blanche ornée d'une croix rouge… Ce que ne confirment pas tous les voisins." La dame du salon de thé, l'une des dernières confidentes de la famille, celle qui n'avait connu qu'un Éric David aimable, patient et doux, s'anime devant moi. Elle est formelle :

— Mais enfin, je les ai vus, c'étaient juste des manteaux à capuche, pour le froid et la pluie.

Michel Tabachnik, l'ancien membre du Temple solaire, m'éclaire, un soir, au bord du lac Léman, sur ces descriptions propagées de reportage en reportage. À Montreux, la cape a une histoire. "Les rose-croix portent des robes, les francs-maçons des tabliers, les templiers des capes. Pour les membres du Temple solaire, c'étaient des capes blanches, parfois floquées d'un insigne rouge. Elles étaient devenues l'obsession de la presse lorsqu'elle traitait de l'affaire. Les médias cherchaient des photos d'adeptes portant ce vêtement… Celui qui en avait porté une – comme moi – était coupable. Dans l'inconscient collectif montreusien, le porteur de cape est un suspect, un meurtrier. N'allez pas chercher plus loin. Ce nouveau 'suicide collectif' a réveillé des réflexes anciens. Vous savez, les poncifs ont la vie dure."

À chaque fait divers, les journalistes s'accrochent aux mots des enquêteurs ; ces mots infusent ensuite dans les inconscients. Le "suicide collectif" retenu par la police suisse a raccroché dans les esprits le drame de

Montreux aux dérives sectaires du passé et du présent. Il est vrai que ces dernières années, on ne compte plus les claustrations volontaires et les stages de survie pour se préparer au “grand effondrement” défendu par des collapsologues à la petite semaine ou des adeptes des médecines douces frôlant le charlatanisme. La frontière entre l’escroquerie et le crime est parfois mince. En témoigne la mort d’Ulysse Tâm Hà Duong, un jeune homme de 25 ans intoxiqué en 2020 par une plante lors d’un stage survivaliste dans le Morbihan. Comment la politique sanitaire des gestes barrière contre le Covid, les mesures de confinement, les bouleversements climatiques et la guerre aux portes de l’Europe n’auraient-ils pas pu aviver les angoisses de fin du monde, menant certains à préparer le jour d’après ?

Pour le “suicide collectif” de Montreux, il restait à trouver l’église, la secte, le gourou responsable de ce geste dépassant la raison. Mais rien. Vaines recherches. Après un an d’investigations, la justice suisse conclut “au suicide collectif d’une famille vivant en autarcie, suivant des préceptes survivalistes, complotistes et religieux”, mais ajoute : “L’enquête n’a pas révélé de lien avec des personnes, des groupes ou des mouvances qui auraient pu inciter les trois adultes à mettre un terme à leurs jours en emportant les deux enfants.” Et le commissaire Sauterel précise : “Ce n’étaient pas des complotistes actifs, mais passifs. Disons qu’ils consultaient des sites de ce genre sur leurs ordinateurs.”

19

Classement sans suite

“On ne sait pas tout. On ne saura pas tout. On ne pourra pas tout savoir. Il y a une partie de cette histoire et de cette journée pour laquelle on n’aura pas de réponse. Il faut juste admettre que dans ce genre de situations, il y a des secrets qu’on ne connaît jamais. L’être humain n’aime pas ne pas savoir, mais voilà. Il y a des choses qui appartiennent à cette famille.”

Je suis assise face au commissaire Jean-Christophe Sauterel, à Lausanne, et j’ai l’impression étrange d’entendre l’exposé d’un biographe. Quoiqu’elle en dise, la police vaudoise a été d’une discrétion étonnante dans cette affaire, cadenassant le dossier de toute part. On devine qu’elle ne tient pas à s’appesantir sur ce suicide qui fait suite à la visite de deux de ses fonctionnaires, le tout pour un simple manquement administratif.

J’aurais aimé évoquer Mouloud Feraoun, son assassinat en 1962, les cercueils plombés, les enquêtes de la police française alors bâclées ou enterrées. Lui dire ma surprise de constater, en me rendant aux archives de Pierrefitte, que les noms des tueurs du grand-père des jumelles étaient absents des dossiers.

J’aurais pu lui raconter l’allée de palmiers de Château-Royal, et cette phrase de l’écrivain Emmanuel Roblès qui résonne à mes oreilles : “La mort se tenait près de lui, vigilante, comme dans ces contes orientaux où elle attend je ne sais quel mystérieux signal.” J’aurais pu lui décrire la maison de Vernon, ses multiples caméras et ses dentiers par centaines, ou encore souligner quelques dates sur le calendrier – le 15 mars 1962, l’assassinat de Mouloud Feraoun, et les corps qui tombent soixante années et neuf jours plus tard, comme une dernière réplique.

Mais le porte-parole de la police vaudoise ne veut pas plonger dans cette histoire franco-algérienne. Je le devine agacé quoiqu’il contrôle son humeur. “En Suisse, nous ne déroulons pas le pedigree des victimes et nous n’entrons pas dans la vie privée. Nous sommes là pour faire du pénal : nous devions la vérité sur la mort de ces quatre personnes à leur famille. Y a-t-il eu infraction ? Nous avons montré que personne n’avait pu entrer dans l’appartement et pousser ses occupants. Est-ce que l’histoire familiale de ces gens apporte des éléments objectifs à la recherche d’une responsabilité devant la loi ? Non. Le reste ne nous regarde plus. Nous ne sommes pas là pour faire de la psychologie ou de la sociologie. À chacun son métier. Pour nous, l’enquête s’arrête là.”

Une collègue des jumelles avait évoqué devant moi le goût pour l’écriture de Nasrine Feraoun. J’ai voulu me promener dans ce monde méconnu de l’auto-édition. Je n’ai pas eu à naviguer très longtemps pour trouver la trace d’une dentiste française qui s’évadait dans les livres et publiait de longue date des romans de science-fiction à deux voix et à la première personne. À compte d’auteur, J.N. David (N comme Nasrine et J comme Jihane, son troisième prénom ?) a publié près d’une dizaine d’ouvrages de fantasy, peut-être pour éclairer la guerre qu’elle menait depuis des années contre le monde extérieur, et qui sait transmettre un message à qui prendrait soin de la lire.

Dans sa première fiction, quatre livres qui forment “Le cycle d’Antalia”, une jeune étudiante en faculté de chirurgie dentaire (“en fac d’enfer sur Terre”) manque de mourir enfermée dans un labo où se répand la “fumée grise d’un incendie”. Elle est dès cette époque prise d’“hallucinations” qui lui “font peur” et inquiètent sa sœur médecin. Puis vient une trilogie, *Novida*, toujours du même auteur, cette fois traduite en espagnol via la plateforme Babelcube. Novida est le nom d’un réseau qui veut défendre la “Terre” des envahisseurs “efeghis”. C’est aussi l’avatar de la narratrice de la saga.

Le réseau s’entraîne clandestinement à des “tirs sur des aliens” et au “maniement d’explosifs”. Dans les livres de J.N. David, chaque homme croisé est un belligérant et un traître en puissance. Ces “quatre généraux” qui investissent le restaurant où dîne Simon Novida sont-ils des affidés ou des félons ? Et la famille qui s’attable dans la crêperie où la narratrice joue incognito la serveuse, des indics ou des espions ? “Je ne suis pas encore sûre d’avoir affaire à des ennemis, ou que ma couverture est percée à jour. Je leur lance en souriant ‘Bon appétit !’ et je m’éloigne tranquillement pour continuer mon service. Malgré les apparences, je ne les lâche pas, mon attention est fixée sur eux et sur le reste de la salle, pour vérifier s’ils ont des complices.”

Novida a instauré “le port systématique d’un implant dans l’oreille, relié à un neuro-inducteur, permettant à chaque résistant de se suicider en cas de capture”, décrit le dernier opus. Un drôle de livre, plus relâché que les autres et truffé de fautes d’orthographe, qui attendait lui aussi sa publication en espagnol. Sans nouvelles de l’auteur, la traductrice de la trilogie se souvient du courrier de relance qu’elle envoie le 26 mars 2022 à la mystérieuse ou au mystérieux “J.N. David” pour savoir si le texte adressé lui convient. “Je ne l’avais jamais rencontré et j’ignorais même son sexe”,

me confie-t-elle. Son mail est resté sans réponse. La jeune espagnole a pensé que le romancier amateur avait abandonné.

L'enquête dite du "drame de Montreux" est désormais bouclée. Le 21 mars 2023, un an ou presque après le début de la procédure, le ministère public a rendu un "avis de prochaine clôture", étape préalable au prononcé d'une ordonnance de classement du "dossier". Un communiqué entérine cet "épilogue", "exceptionnellement long au regard de l'intérêt et de l'émotion suscités", en France, en Suisse, à l'étranger, indique le procureur.

Les inspecteurs ont pu interroger le jeune garçon. Ses confidences apportent deux nouveaux éléments au grand public. Revenant sur les toutes premières conclusions, la justice indique que le "suicide collectif" était "organisé" et "planifié", jusque dans l'ordre des sauts et l'usage de l'escabeau. Nasrine Feraoun avait expliqué à ses enfants comment réagir en cas d'attaque extérieure. Pas de testament, mais des consignes orales, comme un scénario. Sans avoir fixé de date précise, attendant le signal d'une agression, même minime, les jumelles avaient répété leur départ vers "un monde meilleur" – cette formule, leur formule, a été rapportée et consignée sur procès-verbal.

Si toute la famille faisait montre "d'une grande défiance envers tout ce que représentait l'État", "la mère et sa sœur présentaient des personnalités dominantes et possessives, contrastant avec un père effacé", note le communiqué. "Très contrôlantes, elles exerçaient une forte emprise sur les enfants et les maintenaient dans la croyance d'un monde qui leur était hostile". Des analyses ADN ont été demandées pour vérifier que le jeune garçon et la petite fille étaient bien les enfants d'Éric Jean Francis DAVID né à Marseille le 10 décembre 1981 et de Nasrine Amel Jihane FERAOUN née à

Paris XIV^{e} le 23 juillet 1980. C’est la seule incursion dans la généalogie des Feraoun que se sont permis les enquêteurs.

15 mars 2023

Un an après le premier hommage officiel rendu par la France à l’écrivain Mouloud Feraoun, une délégation de l’ambassade de France à Alger s’est chargée de fleurir pour la deuxième année consécutive la plaque apposée sur la route menant à l’ancien domaine des Centres sociaux éducatifs. Mais la plaque n’est plus là. Décrochée ? Volée ? À sa place, une trace sur un mur délavé – un lavis de bleus, comme un tableau de Geneviève Asse. L’ambassadeur s’en est aussitôt ému dans un courrier officiel.

AMBASSADE DE FRANCE EN ALGÉRIE

Liberté

Égalité

Fraternité

N° CHAN / 2023-0121137

Chancellerie politique

L’ambassade de France en Algérie présente ses compliments au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger de la République algérienne démocratique et populaire – Direction générale du Protocole – et, en référence à la note verbale n° 0098126 du 27 février 2022, a l’honneur de lui part faire de son

étonnement concernant la disparition de la plaque commémorant l'assassinat de Mouloud FERAOUN et de ses compagnons des Centres sociaux associatifs.

En effet, le ministre des Moudjahidines et des Ayants droit, M. Laïd REBIGA, a déposé sur la voie publique, le 15 mars 2022, avec à ses côtés son Excellence Monsieur François GOUYETTE, ambassadeur de France, une gerbe au nom du président de la République française, Monsieur Emmanuel MACRON.

Cette ambassade prie le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger de bien vouloir lui faire savoir si cette plaque a été retirée définitivement de son emplacement, ou si elle a été déplacée à un autre endroit.

L'ambassade de France en Algérie saisit cette occasion pour renouveler au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger de la République algérienne démocratique et populaire – Direction générale du Protocole – les assurances de sa haute considération."

Quelque temps plus tard, la plaque a finalement été retrouvée. Et réinstallée. L'ambassadeur a par ailleurs proposé le nom de Mouloud Feraoun pour le projet d'un futur lycée français, et qu'ainsi vive un peu sa mémoire.

Feraoun, exécuté, effacé, déplacé, replacé, repose aujourd'hui en un point fixe : Tizi Hibel, son petit village de Kabylie. Dans le joli cimetière sauvage qui fait face à la maison des Sœurs blanches, sa tombe est aujourd'hui entourée d'une clôture parce que "des moutons et même des bœufs" ont pris leurs habitudes dans le cimetière, m'explique Ali. C'est une

sépulture toute simple, une stèle musulmane sans fioritures, avec ses coupoles arrondies. L'épitaphe ne fait pas référence à son assassinat.

ICI REPOSE

Mouloud FERAOUN

Né le 8 mars 1913

Décédé le 15 mars 1962

À ses pieds, un arbre séculaire. À l'horizon, les cimes enneigées du massif du Djurdjura. Loin, très loin, se tiennent la Suisse, le Léman et les Alpes, ses promenades et ses palmiers.

Remerciements

Merci à Ali Feraoun de m’avoir parlé si patiemment et précisément de son père, et à ceux, anonymes, algériens ou français, qui ont accepté de me rencontrer.

Je sais gré au porte-parole de la police cantonale vaudoise de Lausanne Jean-Christophe Sauterel d’avoir accepté d’écouter mes questions sans fin.

Je suis plus que reconnaissante à Jean-Philippe Ould Aoudia, dont le père Salah est mort en 1962 avec son ami kabyle Mouloud Feraoun sous les balles de l’OAS, pour le temps qu’il m’a accordé. Merci aussi à Nadir Boumendjel et à Jean Lesne. Les archives nationales de Pierrefitte-sur-Seine m’ont facilité l’accès aux dossiers de procédures policières et judiciaires. Céline Deletang et Émilie Charrier ont rassemblé les dossiers concernant Mouloud Feraoun, grâce à l’arrêté interministériel du 22 décembre 2021 autorisant l’ouverture d’archives sur la guerre d’Algérie. Tous mes remerciements aussi aux historiens Marc André et Benjamin Stora pour nos conversations, au spécialiste suisse de la guerre d’Algérie Marc Perrenoud, et à Cécile Renault.

À Montreux, le syndic, l’ancien guide touristique Italo Fontana et “madame Infusions du monde” ont fait de leur mieux pour me raconter leur ville, comme le chef d’orchestre Michel Tabachnik, ou l’ancien député du parlement vaudois Jerôme Christen à Vevey. En France, Alexandre Révérend, auteur de plusieurs livres sur Vernon, a été merveilleux.

Je salue José Lenzini, un ancien du *Monde*, biographe de Mouloud Feraoun et fin connaisseur de l’Algérie, toujours enthousiasme et partageux. Merci aussi à Sacha Batthyany et Andrea Kucera du *NZZ am Sonntagg* de Zurich, et à l’excellent *MyMontreux*.

Je remercie Adrien Bosc pour tout,
et Julie Thévenet pour sa vigilance,

comme je remercie Yahia Belaskri, magnifique écrivain, pour son savoir enveloppé de modestie et de gentillesse, et pour ses traductions de Ahmed Wahby.

Merci enfin à mon cher Arnaud Bédat, personnage de ce livre, dont les appels précieux et malicieux me manquent déjà…